

PCF

**Parti
Communiste
Français**

L'Humain d'abord



**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 28 juillet au 10 août 2014 – n°155**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Le PCF appelle à l'intensification de toutes les actions de solidarité avec la Palestine Par Pierre Laurent, le 25 juillet 2014

Dans un climat d'insupportable passivité internationale, le massacre continue à Gaza. Le calvaire imposé par les bombardements israéliens au peuple palestinien ajoute quotidiennement des dizaines de morts et des centaines de blessés au bilan meurtrier de l'agression israélienne. Déjà plus de 800 morts, c'est insupportable !

Chaque jour un pas supplémentaire est franchi dans l'horreur. Nous ne pouvons pas laisser se poursuivre ce massacre en toute impunité.

Que fait le gouvernement français ? Rien. Quelles initiatives politiques prend-il ? Quelles condamnations fermes prononce-t-il ? Quelles sanctions envisage-t-il ? Aucune. Nous n'acceptons pas ce silence complice de la France, à l'opposé de toutes ses positions antérieures.

Devant cette situation dramatique, l'heure est à l'amplification de la mobilisation pour l'exigence d'un cessez-le-feu immédiat et la mise sous protection internationale du peuple palestinien. À l'image de la manifestation du 23 juillet à Paris, tout doit être fait pour élargir cette mobilisation, jusqu'à permettre le déploiement du plus ample mouvement de solidarité possible, en veillant notamment pour cela à écarter toute forme de violence, a fortiori raciste, étrangère à la juste cause du peuple palestinien.

C'est dans cet esprit que le PCF appelle à l'intensification de toutes les actions de solidarité nécessaires.

URGENCE GAZA

MANIFESTATION VENDREDI 1er AOUT À 18H PRÉFECTURE D'ANNECY

- Pour l'arrêt immédiat des attaques israéliennes (aériennes, terrestres et maritimes) sur Gaza,
- Pour l'arrêt de l'occupation et de la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem,
- Pour la levée du blocus, illégal et criminel, de Gaza,
- Pour des sanctions immédiates contre Israël jusqu'au respect du droit international,
- Pour le soutien au peuple palestinien et au gouvernement d'entente nationale.

- Premiers signataires de l'appel :

AFPS 74, ATF 74, CAMBA, Chaîne humaine contre les haines, CING, COJEP, Collectif Manifestation Palestine Annecy, Collectif Solidarité Palestine d'Annecy, FAADS (Fédération des Associations algériennes du Dauphiné-Savoie), FNAAF (Fédération Nationale des Associations Algériennes de France), FSU 74, Indignation, M'PEP, NPA 74, Pax Christi, PCF, UD - CGT 74, UIEF, UL - CGT d'Annecy, Union Syndicale Solidaire 74.

Manif Chambéry mercredi 30 18H30 à la Sasson

SOMMAIRE

P1 **Edito** - Sommaire

P2 **Appel du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Israéliens et Palestiniens pour la manif du 23 juillet**

P3 Palestine : la diplomatie française ne peut continuer cette politique du laisser faire ; Halte à la guerre contre Gaza ! ; Interdiction de la manifestation de soutien au peuple palestinien: une décision gravissime et extrêmement préoccupante

P4 Lettre de Pierre Laurent à Bernard Cazeneuve ; La provocation irresponsable de Manuel Valls ; Gaza : « Défendre la voix du droit, de la paix, de la justice »

P5 Vote du CDH sur les crimes de guerre en Palestine : la France a manqué à ses engagements ; Interdiction de la manifestation de solidarité avec la Palestine : les autorités ouvrent la porte à tous les débordements ; **Agenda**

P6 Solidarité avec le Parti Communiste d'Ukraine ; A voir sur l'internet ; Ukraine : le PGE condamne la répression contre le Parti Communiste ; Non, M. Fabius, on ne peut pas faire confiance aux fonds spéculatifs pour sauver le climat
P7 Le PCF adresse aux familles des victimes du vol Air Algérie sa solidarité dans la douleur ; La caravane passe, les chiens aboient... ; Monsieur Hamon, laissez-nous étudier ! ; Huma Dimanche du 24 juillet

P8 **Lettre ouverte à François Hollande de Jean-Jacques Candelier, Député PCF à l'Assemblée Nationale**

P9 Le Parti Communiste d'Israël condamne "la guerre terroriste que mène le gouvernement israélien contre le peuple de Gaza" ; Le Parti Communiste Japonais renforce son implantation dans la banlieue de Tokyo ; Béziers : Aimé Couquet (PCF) reçoit des menaces ciblées du Bloc identitaire

P10-13 **Hommage à Jean Jaurès**
P14-20 **Tribune libre : Propriété privée : toujours la truille d'en parler**

P21 **Déclaration des partis communistes frères de 17 des anciennes républiques de l'URSS ; La Fête de l'Humanité 2014, c'est parti ! ; Aidons l'Huma**

P22 **Pétition pour que le peuple palestinien soit placé sous protection internationale**

Appel du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Israéliens et Palestiniens

Le bombardement intensif de Gaza depuis 13 jours, avec plus de 3 000 raids aériens, a causé la mort de plus de 350 Palestiniens, blessé plus de 2 500 autres et détruit des centaines d'habitations. Le bilan s'alourdit à chaque heure avec le début de l'offensive terrestre qui a commencé jeudi 17 juillet. Même le domicile du Chef de l'antenne consulaire française à Gaza a été bombardé.

Une nouvelle fois le pouvoir israélien déclenche un déluge de feu sur Gaza, au prétexte de tirs de roquettes, mais avec pour objectif avoué de mettre fin au gouvernement palestinien d'entente nationale, condition pourtant nécessaire à tout progrès vers une paix juste. Devant cette situation dramatique, les gouvernements occidentaux se cantonnent une nouvelle fois à "dénoncer l'engrenage de la violence" sans désigner le responsable de cette nouvelle tragédie, et appelant seulement le gouvernement israélien à la "retenue". Le président François Hollande est même allé jusqu'à cautionner l'agression d'Israël contre la population de Gaza en déclarant, lors de son entretien téléphonique avec Benjamin Netanyahu le 9 juillet dernier, qu'il appartenait au gouvernement israélien de prendre toutes les mesures pour protéger la population face aux menaces"

L'Union européenne disposerait d'un moyen simple : la suspension de l'accord d'association avec Israël qui accorde des avantages économiques à ce pays. Cet accord est conditionné par le respect des droits humains, ce qui n'est pas le cas avec la colonisation et l'existence du mur qui sont illégaux selon le droit international.

Pour dénoncer cette passivité coupable de nos gouvernements, et obtenir des actions concrètes de la France auprès du pouvoir israélien et du Conseil de sécurité, le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens* appelle tous les militants à manifester

Pour l'arrêt immédiat des bombardements sur Gaza

Pour l'arrêt de l'agression israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem

Pour la levée du blocus, illégal et criminel, de Gaza

Pour des sanctions immédiates contre Israël jusqu'au respect du droit international

Pour le soutien au peuple palestinien et au gouvernement d'entente nationale La cause palestinienne n'a rien à voir avec l'extrême droite et n'accepte aucun soutien de leur part

MANIFESTATION MERCREDI 23 JUILLET 18h30 DENFERT/INVALIDES

Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) - Alliance for Freedom and Dignity (AFD) - Alternative Libertaire (AL) - Américains contre la guerre (AAW) - Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) - Association Universitaire pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) - Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP) - Cedetim / IPAM - Collectif des Musulmans de France (CMF) - Collectif Faty Koumba - Collectif interuniversitaire pour la coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP) - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5e arrt (CJPP5) - Confédération Générale du Travail (CGT) - Confédération paysanne - Droit-Solidarité-Ensemble - Europe Ecologie les Verts (EELV) - Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) - Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Gauche Unitaire (GU) - Génération Palestine - La Courneuve-Palestine - le Mouvement de la Paix-les Alternatifs - les Femmes en noir - Ligue des Droits de l'Homme (LDH) - Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) (LIFPL) - Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) - Mouvement Jeunes Communistes de France (MJCF) - Mouvement Politique d'Emancipation populaire (M'PEP) - Organisation de Femmes Egalité-Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Parti Communiste Français (PCF) - Parti de Gauche (PG) - Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) - Une Autre Voix Juive (UAVJ) - Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UITT) - Union Générale des Etudiants de Palestine (GUPS-France) - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) - Union syndicale Solidaires

Palestine : la diplomatie française ne peut continuer cette politique du laisser faire

Pierre Laurent, 15 juillet
Ce texte a été lu à la manif d'Annecy le 16

Comme beaucoup, je suis affligé par la manière dont la voix de la France a été portée par François Hollande au plus fort des bombardements israéliens sur Gaza, faisant à ce jour plus de 180 civils tués et 1089 blessés palestiniens. Les déclarations du chef de l'État ont d'abord été explicitement pro-israéliennes, puis marginalement « neutres » renvoyant à tort chacun dos à dos. Elles sont surtout totalement vides d'initiative politique pour contribuer à une solution pacifique.

Cette stratégie meurtrière d'Israël visait à délégitimer l'Autorité palestinienne et affaiblir le nouveau gouvernement mis en place le 2 juin. Rien ne justifiait le déluge de violence de l'armée israélienne qui s'est abattue sur la population civile prise au piège par le blocus à Gaza, mais aussi sur les habitants de Cisjordanie et de Jérusalem-Est. Le gouvernement Netanyahu doit répondre de ses actes devant la communauté internationale laquelle doit impérativement ouvrir la voie à de vraies négociations.

La diplomatie française ne peut continuer cette « politique du laisser faire ». Aujourd'hui, à l'initiative de l'Égypte, Israël se disait prêt au cessez-le-feu. Il faut saisir cette occasion. La solution est connue : deux peuples-deux États souverains, dans les frontières de 1967, Jérusalem-Est pour capitale de l'État palestinienne et le respect scrupuleux de toutes les résolutions de l'ONU.

Seules des sanctions, comme la suspension des accords d'association entre l'Union européenne et Israël peuvent efficacement contraindre Benyamin Netanyahu à renoncer à la poursuite de la colonisation et engager son pays dans des accords de paix durables.

La reconnaissance par la France de l'État palestinien et l'appui à l'initiative politique de l'autorité palestinienne dans son effort d'entente nationale mettraient à mal l'impunité dont jouit depuis trop longtemps le gouvernement israélien. C'est avec cet objectif que la diplomatie française doit agir. Car tant que cette impunité durera, tant que l'humiliation et la violence dont les Palestiniens sont la cible dureront, les partisans palestiniens et israéliens de la paix seront fragilisés.

En France, les usages malsains, intolérants et racistes organisés par certains groupes extrémistes n'ont pas leur place dans le soutien au peuple palestinien. Ils ne peuvent pas non plus servir de prétexte pour étouffer la voix de la France solidaire et pacifiste.

J'appelle les femmes et les hommes de France épris de paix et de justice à se rassembler partout en France aux initiatives du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Israéliens et Palestiniens, et à Paris mercredi 16 Juillet 2014 à 18h30.

Halte à la guerre contre Gaza !

18 juillet 2014
Ce texte a été lu à la manif d'Annecy le 19

Le gouvernement israélien s'est lancé dans une nouvelle escalade meurtrière en décidant l'intervention militaire terrestre à Gaza.

Le PCF condamne de la manière la plus ferme cette décision dont les civils seront une fois de plus les premières victimes.

Israël veut infliger aux habitants de Gaza une punition collective, acte considéré comme un crime de guerre par le droit international.

Le Conseil de Sécurité de l'ONU doit se réunir d'urgence pour condamner cette intervention et mettre en œuvre les moyens nécessaires à la protection et la sécurité des populations.

La France doit s'engager pour obtenir un cessez le feu, le retrait des troupes et l'arrêt des bombardements.

Israël doit mettre un terme au blocus criminel qu'il impose à la population de Gaza dont les conditions de vie ne cessent de se dégrader et accéder à l'ensemble des revendications palestiniennes : ouverture de Rafah par l'Égypte, accès libre de Gaza à la mer, libération des prisonniers libérés dans le cadre d'un accord et à nouveau incarcérés.

L'absence de sanctions à son égard est un encouragement à la poursuite de sa politique de colonisation, d'agression permanente contre le peuple palestinien, et de refus de reconnaissance aux Palestiniens d'un droit à un État.

Le Parti Communiste Français appelle les hommes et les femmes attachés à la Paix et à la Justice à se rassembler et à faire entendre leur voix pour exiger l'arrêt de la guerre que mène le gouvernement israélien à Gaza.

Interdiction de la manifestation de soutien au peuple palestinien: une décision gravissime et extrêmement préoccupante

18 juillet 2014

Le Ministère de l'Intérieur a décidé d'interdire une manifestation de solidarité avec le peuple palestinien sous le fallacieux prétexte de ne « pas importer le conflit israélo-palestinien en France ».

Le Parti Communiste dénonce une entrave gravissime et extrêmement préoccupante au droit de manifester, reconnu par la Convention Européenne des Droits de l'Homme, et à la liberté politique en général.

Les débordements de la manifestation de dimanche dernier, aussi condamnables soient-ils, ne peuvent servir de prétexte pour empêcher les soutiens au peuple palestinien de s'exprimer, d'autant que des groupuscules pro-israéliens semblent être, eux aussi, à l'origine de violences et d'incitations à la haine.

Dans un tel contexte d'agitation et de confusion, il est inacceptable que la Préfecture renonce à faire respecter l'ordre et préfère faire taire les manifestants plutôt que de les protéger. Le Ministère de l'Intérieur doit faire respecter l'ordre public, et non jouer le jeu de ces individus minoritaires dont l'objectif est d'empêcher les manifestants de faire entendre leur appel à la paix et leur soutien au peuple palestinien.

Cette interdiction constitue un outrage historique aux libertés fondamentales dans notre pays, et laisse planer un doute inquiétant quant à la garantie des libertés d'opinion et d'expression en France, qui devient donc le seul pays au monde à prendre de telles mesures.

Le Parti Communiste Français soutient donc entièrement la nouvelle demande d'autorisation qui a d'ores et déjà été déposée pour mercredi 23 juillet à 18h30 et appelle le Ministère de l'Intérieur à assumer le rôle qui est le sien.

Lettre de Pierre Laurent à Bernard Cazeneuve

Voici la lettre qu'a adressé Pierre Laurent au Ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve ce 21 juillet 2014.

"Monsieur le Ministre,

L'intervention militaire israélienne à Gaza suscite une vague d'indignation en France et dans de nombreux pays. Partout dans le monde, des rassemblements et des marches citoyennes sont organisés pour dénoncer la violence de cette opération, réclamer un cessez-le-feu et soutenir une issue politique, pacifiste et juste à ce conflit.

En France, plusieurs dizaines de manifestations de solidarité au peuple palestinien se sont déroulées sur l'ensemble du territoire. Dans la quasi totalité des cas, ces marches ont eu lieu dans un climat pacifique, sans aucun incident. A Paris, des heurts ont opposé les forces de police à une minorité de groupes extrémistes. L'interdiction du rassemblement parisien par la Préfecture de police, décision unique dans le monde, a largement contribué à attiser les tensions et à encourager les comportements inacceptables de quelques individus isolés.

Le « collectif pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens » auquel participe le Parti Communiste Français appelle à une nouvelle manifestation de solidarité ce mercredi 23 juillet. Dans ce contexte, il est indispensable que l'ensemble des acteurs œuvrent au bon déroulement de cette marche. Le Parti Communiste Français mettra pour sa part ses équipes d'accueil sécurité au service de l'encadrement de la manifestation. Celles-ci ne sauraient cependant en aucun cas remplir les missions fondamentales des forces de police. Il est, en effet, de votre seule compétence et de votre devoir, Monsieur le Ministre, de mobiliser l'ensemble des moyens disponibles pour garantir la sécurité de ce rassemblement et assurer ainsi le droit fondamental de manifester. C'est une des fonctions régaliennes de l'État.

Par ailleurs, il serait sage, que les représentants politiques notamment parmi les plus hauts responsables du gouvernement, n'attisent pas les tensions par des déclarations hâtives et caricaturales à l'encontre des manifestants. Les désaccords de fond sur la situation ne peuvent en effet justifier les amalgames et autres raccourcis qui ne font qu'entretenir un climat délétère. Il en va de l'intérêt de tous.

Recevez, Monsieur le Ministre, l'expression de mes salutations distinguées.

Pierre Laurent"

La provocation irresponsable de Manuel Valls

Pierre Dharréville, 21 juillet 2014

Nous avons été choqués de voir le Premier ministre utiliser la commémoration de la rafle du Vel d'Hiv pour justifier les interdictions de manifestations pacifistes projetées par des organisations politiques, syndicales et associatives.

La lutte contre l'antisémitisme, avec Jaurès, est devenue un essentiel pour le mouvement ouvrier et les progressistes.

Nous condamnons fermement tout amalgame entre le gouvernement israélien et la population juive, nous condamnons les attaques contre les synagogues et toute agression antisémite, nous refusons l'affrontement identitaire que certains essayent d'installer dans notre pays. L'antisémitisme est une abjection qui doit être combattue avec la plus forte des énergies, comme doivent également l'être tous les racismes, sur lesquels prospère l'extrême droite.

Par son attitude, le Premier ministre porte la division et la zizanie. Il contribue à produire des amalgames qui n'ont pas lieu d'être et à accréditer la thèse d'un affrontement communautaire ou religieux. Après avoir encouragé l'agression perpétrée par le gouvernement israélien, le gouvernement français a voulu interdire les manifestations qui s'y opposent ici. C'est une provocation irresponsable et un geste gravissime pour la République française.

La voix des peuples pour la paix doit pouvoir s'exprimer pleinement. Le drame qui se joue en Palestine depuis si longtemps révolte une large part de l'opinion française et internationale. Y sont posées des questions de droit international et de droits de l'homme. Ce sont des questions politiques que l'on ne peut escamoter en rejetant de façon insidieuse celles et ceux qui les posent à une sorte de complaisance envers l'antisémitisme. Il s'agit là d'une manipulation insupportable, aggravée lorsqu'elle s'ajoute à la stigmatisation globalisante des jeunes des quartiers populaires. Parce que nous sommes des humains nous sommes sensibles au sort de nos semblables quelles que soient leur religion, leur culture, leur terre ou leur origine et nous pensons que c'est là une dimension essentielle de la politique.

C'est en défendant le droit universel, c'est en défendant la justice et la paix que l'on fera reculer vraiment toutes les haines. C'est cela qui a mobilisé les résistants face au nazisme et à la Shoah.

C'est cela qui valait d'être rappelé hier au Vel d'Hiv.

Pierre Dharréville, responsable du PCF (République, démocratie et institutions)

Gaza : « Défendre la voix du droit, de la paix, de la justice »

Pierre Laurent, 23 juillet 2014

Ce texte a été lu à la manif d'Annecy le 23

15 jours que dure l'insupportable calvaire imposé en toute impunité au peuple palestinien par Israël : 600 morts, des milliers de blessés, des quartiers entiers de Gaza détruits...

Le président américain, dans sa conférence de presse du 21 juillet, appelle à un simple cessez-le-feu après avoir donné quitus au gouvernement israélien de son action de représailles contre toute une population civile désarmée. Laurent Fabius veut en faire de même. Combien de Palestiniens morts faudra-t-il pour que les dirigeants américains, français, européens osent s'opposer en actes à l'ignoble sauvagerie déployée par l'armée israélienne ?

L'objectif poursuivi par le gouvernement israélien est pourtant clair : il veut rendre impossible toute solution de paix respectant le peuple palestinien dans sa souveraineté et sa dignité. Le Conseil de sécurité de l'ONU ne peut plus tergiverser et doit prendre l'initiative de sanctions contre Israël pour obtenir un réel cessez-le-feu ouvrant la voie à la paix : c'est le seul moyen d'imposer à Israël le respect de ses engagements antérieurs et la fin des violations graves des droits humains et du droit international dont il se rend coupable. Le peuple palestinien doit être placé sous protection internationale.

Le blocus de Gaza doit être levé. Le cessez-le-feu ne peut-être un statu quo. La France doit agir pour une solution politique à un conflit politique dont l'injustice perdure depuis plus de 60 ans pour les Palestiniens. Plutôt que de prendre acte d'un échec diplomatique comme l'a fait le ministre français des Affaires étrangères, la France doit mettre tous les moyens dont elle dispose à l'œuvre, y compris les sanctions et la suspension immédiate des accords d'association et de coopération bilatéraux et européens avec Israël, pour stopper l'action militaire et créer les conditions d'une conférence internationale pour la Paix qu'elle pourrait accueillir à Paris. Enfin, notre pays s'honorerait de manifester sa solidarité avec le peuple palestinien en apportant son aide aux blessés de Gaza en les accueillant sur son sol.

C'est pour défendre la voix du droit, de la paix, de la justice qu'à l'appel du Collectif national pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens, le PCF sera dans la rue ce 23 juillet pour manifester pacifiquement de Denfert-Rochereau aux Invalides à partir de 18h30.

Vote du CDH sur les crimes de guerre en Palestine : la France a manqué à ses engagements

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU (CDH), relevant à juste titre que 74% des victimes des bombardements israéliens sur Gaza sont des civils, a adopté ce 23 juillet une résolution portant création d'une commission d'enquête internationale pour établir l'existence de crimes de guerre perpétrés dans le cadre de l'agression militaire israélienne à Gaza.

Ce texte a recueilli 29 voix pour, 1 contre -les États-Unis, et l'abstention des 17 pays européens parmi lesquels la France dont les représentants viennent, une fois de plus, de manquer aux engagements pris par notre pays pour le respect du droit international, et pour promouvoir la paix et la justice au Proche-Orient.

C'est là, de la part des autorités françaises, une totale absence de courage à s'opposer au sentiment d'impunité du gouvernement israélien et des colons, que l'histoire jugera. Le vote français est d'autant moins acceptable que le CDH appelle dans sa résolution la Suisse, en qualité de dépositaire des Conventions de Genève, à convoquer une conférence sur la situation humanitaire dans les territoires palestiniens.

Le PCF salue l'initiative prise par le CDH qui ouvre une véritable perspective de cessez-le-feu.

La solidarité internationale qui grandit en France et dans le monde a certainement pesé dans ce vote; il faut aller plus loin car chaque jour fait des dizaines de morts, de blessés, de destruction de plus. Il y a urgence à placer le peuple palestinien sous protection internationale, et à obtenir le plein respect du droit international, l'arrêt immédiat du massacre du peuple palestinien et la levée du blocus de Gaza. Le chemin de la paix ne s'ouvrira pas tant que les actes de guerre et la colonisation se poursuivront. Des voix du monde entier et d'Israël même s'élèvent qu'il faut entendre et écouter.

Le PCF se félicite du succès de la manifestation parisienne du 23 juillet qui montre que le déploiement d'un très large mouvement de solidarité pour la paix, le droit et la justice est possible, et que, dans l'intérêt du peuple palestinien, la priorité de notre action est d'œuvrer à l'élargissement de ce rassemblement de solidarité.

Le PCF appelle toutes les forces démocratiques du pays à se mobiliser les 26 et 27 juillet en signant – sur les dizaines de points de rencontres que le PCF organisera – la pétition publiée (*) par cent personnalités françaises et européennes le 23 juillet, dans le journal L'Humanité, pour que le peuple palestinien soit placé sous protection internationale et que la France et l'Union européenne organisent d'urgence une aide humanitaire, médicale et sanitaire pour les victimes particulièrement les enfants.

Parti Communiste Français

Paris le 24 juillet 2014.

* La pétition peut être signée en ligne sur le site de l'Huma : <http://www.humanite.fr/petition-notre-appel-pressant-pour-une-protection-internationale-du-peuple-palestinien-547823> La version imprimable est en dernière page de ce journal.

Interdiction de la manifestation de solidarité avec la Palestine : les autorités ouvrent la porte à tous les débordements

25 juillet 2014

Le PCF désapprouve la décision prise par les autorités françaises d'interdire la manifestation prévue le 26 juillet à Paris en solidarité avec le peuple palestinien ; ce faisant, et alors qu'elles ne prennent déjà aucune initiative politique à la hauteur de la gravité du drame qui se déroule à Gaza, elles bâillonnent la voix de milliers de jeunes Français qui veulent faire entendre la voix de la solidarité. Les autorités ouvrent ainsi la porte à tous les débordements et à toutes les manipulations possibles.

Le PCF exprime sa solidarité avec tous ceux qui sont révoltés par cette interdiction alors que la quasi totalité des manifestations qui se tiennent en France se passe sans problème ; le PCF appelle tous ceux qui manifesteront ce week-end à porter pacifiquement, haut et fort l'exigence du droit, de la paix et de la justice. Il les invite à la plus grande vigilance vis-à-vis de ce qui consisterait à nuire au mouvement de solidarité avec le peuple palestinien, et à l'engagement de la jeunesse de France pour la paix et la solidarité, en attisant la haine et la violence.

Il faut arrêter d'urgence le gouvernement et l'armée israéliens dans leur entreprise de destruction du peuple palestinien. C'est par une pression populaire la plus large, pacifique et rassemblée possible pour les sanctions et le boycott qu'au moment où, par le vote de son Conseil des droits de l'homme, l'ONU engage une commission d'enquête sur les crimes de guerre commis août à Gaza, nous pourrions contraindre Israël à un cessez-le-feu et la levée du blocus sur Gaza, ouvrant la voie à une solution politique de deux États. Les agissements d'Israël en cours depuis 2 semaines à Gaza relèvent désormais de la Cour pénale internationale qui doit être saisie. Nous exigeons des autorités françaises de suspendre tous les accords de coopération économique et militaire avec Israël, et d'agir avec détermination pour la suspension des accords d'association qui lient l'Union européenne et Israël. Cette complicité tacite doit cesser.

Le PCF appelle à démultiplier partout en France dans les jours qui viennent, et particulièrement ces 26 et 27 juillet, les initiatives de signature de la pétition exigeant de placer le peuple palestinien sous protection internationale et d'une assistance humanitaire et sanitaire internationale ; pétition qui a recueilli en 24h près de 10 000 signatures.

Agenda

Mercredi 30 juillet 18h30 Chambéry devant la Sasson : manifestation de protestation contre l'agression israélienne à Gaza

Jeudi 31 Juillet 20h Alterlocal Projection du documentaire "La Guerre des Graines" avec les Incroyables Comestibles

Centenaire de l'assassinat de Jean Jaurès

Vendredi 1er août 18h devant la préfecture d'Annecy Sixième manifestation de protestation contre l'agression israélienne à Gaza

Samedi 9 août Congrès ANACR74

Le lundi à 17H30 réunion collectif Roms

Chaque mardi de 17h à 21h - Rue du Travail à Annecy Rencontres sur le terrain des Incroyables Comestibles : visite du jardin, apéritif dans le salon d'extérieur, projection de films. Échangeons sur nos points de vue et sur nos vies !

Chaque Mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

Solidarité avec le Parti Communiste d'Ukraine

Les députés du Parti Communiste d'Ukraine viennent d'être exclus du Parlement ukrainien quelques jours après que celui-ci a fait voter une loi demandant l'interdiction pure et simple du Parti Communiste d'Ukraine et de tous ses symboles. Le procès contre le KPU se tient ce 24 juillet à Kiev.

Le PCF exprime sa solidarité envers le KPU et condamne ce nouvel acte ignominieux que s'apprête à commettre le pouvoir ukrainien à l'encontre d'un parti qui a déjà dû subir depuis de longs mois d'intolérables agressions, intimidations et chantages.

Alors que l'Ukraine subit une grave crise politique et maintenant un conflit armé qui peuvent avoir de lourdes conséquences pour l'avenir de ce pays et de son peuple ; et que, par ailleurs, son gouvernement vient de signer un accord d'association avec l'Union européenne: comment justifier que des dispositions essentielles de la charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que de la Charte européenne des droits de l'homme, garantissant notamment les droits d'association et d'expression des partis politiques puissent être ainsi aussi arbitrairement bafouées.

Le Parti Communiste d'Ukraine n'a cessé de proclamer, à tout moment, que son opposition au pouvoir actuel, s'exerçait sur la base d'une démarche démocratique. C'est dans ce cadre qu'il a notamment exprimé son opposition aux accords économiques en cours, son exigence de profondes réformes constitutionnelles permettant à l'ensemble du peuple ukrainien d'exercer son droit à une pleine souveraineté, sans pressions ni ingérences extérieures ; son refus de la guerre qui touche l'est du pays et la nécessité de parvenir à une résolution pacifique du conflit en cours.

Dans ces conditions, l'interdiction du Parti Communiste d'Ukraine constituerait une violation des droits civils et politiques fondamentaux dans ce pays, et serait profondément dommageable à la légitimité démocratique et au respect des « valeurs » de l'Union européenne, dont les nouvelles autorités politiques au pouvoir prétendent se réclamer.

Le Parti Communiste Français demande au gouvernement français d'intervenir de toute urgence auprès du Président ukrainien Piotr Porochenko pour que soit levée la demande d'interdiction du Parti Communiste d'Ukraine et pour que soient respectés ainsi dans ce pays, les droits d'expression et d'association politique exercés dans un cadre démocratique.

Le PCF appelle à renforcer d'autant plus la solidarité avec le Parti Communiste d'Ukraine et toutes les organisations progressistes qui luttent pour leurs droits sociaux et démocratiques et pour la souveraineté de leur pays.

A voir sur l'internet

Jaurès, réveille-toi, ils sont devenus fous !

http://www.dailymotion.com/video/x21uzkr_jaures-reveille-toi-ils-sont-devenus-fous_webcam

P. Laurent en direct de la manifestation de solidarité avec la Palestine le 23/7/2014

http://www.dailymotion.com/video/x221koh_p-laurent-en-direct-de-la-manifestation-de-solidarite-avec-la-palestine-le-23-07-2014_news

Pierre Laurent sur LCI le 8 juillet 2014

http://www.dailymotion.com/video/x215rfw_pierre-laurent-sur-lci-le-8-juillet-2014_news

Vidéo rétrospective de la Fête de l'Humanité...

<http://fb.me/ZAjbTKw2>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwK66>

Ukraine : le PGE condamne la répression contre le Parti Communiste

Ce mardi, le groupe communiste au Parlement ukrainien, a été dissous sur décision du gouvernement. Le lendemain commençait un procès totalement arbitraire et injustifié visant l'interdiction du Parti Communiste Ukrainien.

Le Parti de la gauche européenne condamne avec la plus grande fermeté ces actes de répression visant un parti politique responsable et respectable. En réalité, sa seule faute est d'être la principale force d'opposition de gauche à un gouvernement d'oligarques et d'extrême droite, même pas élu démocratiquement.

Le PGE alerte toutes les forces démocrates d'Europe. Il ne faut pas laisser les accusations mensongères de « séparatisme » ou de « terrorisme » salir un parti qui, depuis toujours, milite pour l'intégrité du territoire ukrainien et revendique la consultation démocratique du peuple sur les choix souverains politiques, économiques et stratégiques du pays. Nous devons empêcher l'interdiction d'un parti disposant d'une forte assise populaire et représenté au Parlement.

Sinon, qui sera montré du doigt demain ? Tous les citoyens critiques – et avec eux le pluralisme, la démocratie et les droits fondamentaux – sont menacés. Nous appelons tous les démocrates d'Europe à refuser ces pratiques autoritaires et à se mobiliser pour que leurs autorités nationales interviennent.

Parti de la gauche européenne

Non, M. Fabius, on ne peut pas faire confiance aux fonds spéculatifs pour sauver le climat

Après que Michel Sapin a déclaré son affection pour son « amie la bonne finance », Laurent Fabius, Ministre des Affaires Étrangères, en charge de l'organisation de la conférence internationale Paris Climat 2015, a lancé un appel à la mobilisation des Fonds souverains et de pension internationaux en faveur des énergies vertes lors des rencontres économiques d'Aix en Provence.

La démarche est de prime abord positive tant est grande l'urgence d'une mobilisation de toute la société – y compris donc le secteur économique – pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Mais l'heure est à une plus grande ambition avec un accord global entre les États car l'essentiel ne saurait être dans l'action de la finance.

Car on sait par expérience que « l'intérêt réel » souligné par M. Fabius de ces fonds réside en priorité, voire uniquement, dans l'objectif de faire de l'argent avec de l'argent au détriment de l'économie réelle. Ces fonds spéculatifs n'ont jusqu'ici investi dans les énergies renouvelables que pour profiter au maximum sur le dos des citoyens /consommateurs, à travers la taxe CSPE payée par tous les usagers, de l'électricité (à l'exception notable des gros consommateurs).

A l'inverse, loin de se contenter de garantir la rentabilité aux spéculateurs, l'État doit jouer son rôle de stratège donnant force et cohérence à la réduction des émissions de GES. Cela passe par une action vigoureuse d'aides à l'isolation des logements, de développement des transports propres (notamment collectifs) de développement d'une économie circulaire et de proximité, avec de nouvelles filières industrielles plus propres, avec une relance de la formation des travailleurs et de la recherche, bref cela passe par le refus de cet enfermement dans les politiques d'austérité Et les moyens de lancer de tels programmes existent notamment en taxant les profits financiers, ou menant une active campagne multilatérale de réduction des dépenses d'armements nucléaires...

Les moyens d'une politique ambitieuse de transition énergétique existent et la France peut jouer un rôle moteur en ce sens lors de la rencontre de Paris Climat 2015. Les communistes agissent pour que la France soit à la hauteur de cette ambition et de ce rendez vous.

Le PCF adresse aux familles des victimes du vol Air Algérie sa solidarité dans la douleur"

A partir d'aujourd'hui et pour trois jours, les drapeaux français sont en berne en hommage aux 53 Français décédés dans le crash du vol Air Algérie AH 5017.

Le PCF s'associe à cet hommage et adresse aux familles un message de profonde solidarité dans la douleur qui est la leur. Aux 53 Français décédés, notre hommage associe d'un même mouvement toutes les autres victimes de ce terrible accident.

Nous voulons aussi témoigner notre solidarité à l'ensemble du personnel de la compagnie Air Algérie, toute entière endeuillée par la catastrophe.

Les enquêteurs sont à pied d'œuvre. Leur travail doit se mener dans la transparence, avec la volonté d'aboutir à faire toute la clarté sur les causes de cet accident, dans le respect et la coopération avec toutes les autorités concernées, marocaine, burkinabée et algérienne. Les familles des victimes ont droit à la vérité.

La caravane passe, les chiens aboient...(MJCF)

Le massacre contre le peuple palestinien fait rage à Gaza. Laurent Fabius lui-même devait le reconnaître ce matin à la radio alors que le cap des 700 morts palestiniens a été franchi. La solidarité internationale se met en place : manifestations géantes à Londres, rupture des liens commerciaux au Chili, soutien affirmé de pays comme Cuba ou l'Afrique du Sud, déclaration commune des organisations de jeunes communistes, de la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique, déclarations alarmistes des ONG sur la situation humanitaire à Gaza. Face à la barbarie israélienne, face aux logiques impérialistes, les peuples du monde et leur jeunesse font entendre leur solidarité envers la Palestine, pour l'arrêt immédiat de l'agression, pour la reconnaissance d'un État palestinien dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale.

Face à ce mouvement sans précédent de fraternité et de solidarité internationale, nos dirigeants français, européens et américains sont à contre-courant de l'histoire.

Ainsi, Manuel Valls tente de discréditer les manifestants et les forces sociales et politiques qui les appuient, déclarant qu'ils ont un « problème avec Israël ». Est-ce une provocation ? Est-ce de l'ignorance ? Dans tous les cas, cela est très grave. Monsieur Valls, nous sommes intransigeants face à la haine et donc face à l'antisémitisme. Nous n'avons de problème qu'avec un État qui opprime un peuple. Nous refusons de rentrer dans une fausse guerre de religion fantasmée.

C'est d'une situation coloniale et d'une résolution politique du conflit dont nous parlons. Les manifestants français et du monde entier ne sont guidés que par la soif de justice. Qu'enfin un peuple qui vit l'oppression, le déni de droit et l'apartheid se voit respecté. Qu'Israël respecte enfin le droit international ! Que cet État se retire des colonies ! Là, encore nos dirigeants vont à contre-courant de l'histoire : les peuples font vivre la solidarité internationale, tandis qu'eux voudraient nous ramener au temps des croisades !

Des témoins, des ONG rapportent l'utilisation d'armes illégales par l'État israélien, en l'occurrence de bombes contenant des fléchettes. Rappelons qu'Israël est coutumier du fait puisque lors de l'opération plomb durci de 2009, Israël avait utilisé du phosphore blanc également prohibé par le droit international. Le comité des droits de l'homme des Nations Unies a voté hier la création d'une enquête internationale sur les possibles crimes de guerre commis par Israël. Comme un seul homme, les pays de l'Union européenne et de l'OTAN, dont la France, se sont abstenus sur la création de cette enquête internationale. Comment peut-on prétendre défendre la paix sans encourager la justice ?

Ce cynisme de nos dirigeants n'a que trop duré. Nous continuerons tant que nécessaire notre lutte pour une paix juste et durable au Proche-Orient, pour la reconnaissance des droits du peuple palestinien.

Nous sommes l'immense majorité, nous gagnerons.

Monsieur Hamon, laissez-nous étudier ! (UEC)

Dans son édition du 16 juillet, le quotidien Libération pointe du doigt un phénomène d'une ampleur inédite dans les universités françaises : le tirage au sort. Confrontées à un manque de financement de 3 milliards d'euros cette année, les universités sont, de plus, en plus nombreuses à contourner la loi et à instaurer des « capacités d'accueil limitées » pour certaines de leurs filières.

Or cette année près de 500 000 jeunes ont fait le choix de l'enseignement supérieur, un chiffre en hausse pour la quatrième année consécutive. Chacun d'entre eux nourrit des ambitions, des projets professionnels qui leur seront utiles, à eux, mais aussi à la société. Le libre accès des bacheliers à l'Université, garanti par la loi permet justement la formation chaque année des milliers de professionnels dont nous avons besoin dans tous les secteurs d'activité.

Pourquoi donc, alors que le chômage et la déqualification battent des records continuer à barrer le chemin de la réussite aux étudiants ? N'est-ce pas la mission de l'enseignement supérieur et de son ministre Benoît Hamon que de faire réussir la jeunesse, que de la qualifier pour la préparer efficacement au monde du travail ?

Le tirage au sort est l'expression la plus flagrante de la pénurie budgétaire dans l'enseignement supérieur, situation que les associations étudiantes dénoncent depuis des années. Par le jeu absurde du hasard, il prive chaque année des milliers de bacheliers de leur projet d'études.

Les étudiants veulent réussir, pour peu qu'on leur en donne l'occasion et les moyens : c'est la conviction profonde des étudiants communistes et c'est le fil rouge de notre campagne « A la fac pour réussir ». Pour mener le combat de la réussite, des centaines d'étudiants nous ont déjà rejoint à l'occasion des premières chaînes d'inscription. Dès septembre, ils mobiliseront leurs camarades d'amphi pour sans attendre, faire tomber le tirage au sort et construire une fac de la réussite pour tous.



N° 422 - Du 24 au 30 juillet 2014

M 04837 - 422 - F: 3,00 €

04837 422 3000

LETTRE OUVERTE A FRANÇOIS HOLLANDE de Jean-Jacques Candelier, Député PCF à l'Assemblée Nationale

Monsieur le Président,

Vous avez appris avec « une immense émotion » qu'un avion de ligne s'était écrasé en Ukraine, avez immédiatement demandé que tout soit mis en œuvre pour faire la lumière sur les circonstances de cette tragédie et avez exprimé votre solidarité aux proches.

Savez-vous qu'en ce moment même des Palestiniens sont assassinés par une armée d'occupation, l'armée israélienne ?

Je m'étonne que vous n'ayez jamais eu le moindre mot pour ces victimes. On déplore le meurtre de plus de 300 Palestiniens à ce jour (19/7), dont une majorité de civils et beaucoup d'enfants. Le bilan ne cesse d'augmenter mais ce sont encore plus de 2 200 blessés, près de 2 000 maisons détruites, dont celle du Consul de France, plus de 40 000 personnes déplacées. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, 900 000 personnes, c'est-à-dire la moitié de la population de Gaza est sans eau.

Le gouvernement israélien s'est lancé dans une nouvelle escalade meurtrière en décidant l'intervention terrestre à Gaza.

La politique d'Israël est claire : isoler toujours plus la bande de Gaza, contrecarrer toute possibilité d'union palestinienne et détourner l'attention de son offensive coloniale sur la Cisjordanie. Israël multiplie les crimes et les dénis de droit afin de maintenir l'apartheid imposé à la Palestine. Toute négociation est devenue vaine pour l'arrêter, il faut des actes forts, concrets et coercitifs.

Les justifications des autorités israéliennes qui présentent leurs exactions comme des représailles sont irrecevables. D'abord parce qu'elles frappent des civils qui sont maintenus sous un blocus inhumain depuis plus de six ans et, qu'à ce titre, elles constituent des crimes de guerre. Enfin parce qu'aucune autorité en place à Gaza ne sera jamais en mesure d'empêcher des actions violentes contre le siège de Gaza qui prend en otage une population de plus de 1,6 million d'habitants, la coupant délibérément de ses liens avec la Cisjordanie. La résistance à l'occupant est un droit et même un devoir, et non du terrorisme. Notre pays aussi a connu l'occupation pendant la Seconde Guerre mondiale.

En déclarant qu'il appartient « au gouvernement israélien de prendre toutes les mesures pour protéger sa population face aux menaces », vous incitez à la guerre et jouez la carte de l'affrontement, vous cautionnez les pires exactions, les plus abominables crimes. C'est grave et complètement irresponsable.

En exprimant « la solidarité de la France » avec Israël sous le prétexte de tirs de roquettes en provenance de Gaza, sans prononcer le moindre mot sur les bombardements, les assassinats, les rafles, les emprisonnements de masse et les ratonnades en Palestine occupée, vous entendez impliquer notre pays dans une opération criminelle contre un peuple en lutte pour sa survie, le peuple palestinien. Cela ne peut qu'attiser les haines aveugles d'extrémistes, y compris en France.

Vous invoquez des « risques pour l'ordre public » pour justifier l'interdiction, par la préfecture de police, d'une manifestation en faveur de la paix juste et durable aujourd'hui à Paris. Il s'agit d'une nouvelle provocation, d'une entrave manifeste à une liberté constitutionnelle, celle de manifester, qui ne peut être justifiée par les débordements de la semaine dernière devant des synagogues de quelques fous furieux qu'il conviendrait d'ailleurs d'identifier et d'appréhender. J'en profite pour réclamer la dissolution administrative de la Ligue de Défense Juive*, organisation criminelle, classée organisation terroriste par le FBI, et interdite d'activité en Israël comme aux États-Unis. L'impunité de ces barbares dont le seul but est de créer un amalgame entre judaïsme et sionisme est inacceptable.

Le conflit israélo-palestinien n'est pas un conflit religieux, il est un conflit de droit international. Le viol du droit international par Israël ne concerne pas uniquement les Palestiniens. Il ne concerne pas uniquement les militants de la cause palestinienne de par le monde et en France.

Ce déni de droit et de justice concerne tous les Français, quelles que soient leurs opinions politiques, quelles que soient leurs éventuelles croyances. Car quand Israël viole le droit international, il viole aussi notre souveraineté nationale dans la mesure où ce droit international est supérieur même à notre droit national. C'est le sens des mobilisations pacifiques des Françaises et Français pour la paix, juste et durable, fondée sur l'application du droit international et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Exiger la reconnaissance du droit du peuple palestinien à un État souverain aux frontières aussi sûres et reconnues que celles de l'État d'Israël, ce n'est pas importer un conflit présenté habilleusement comme « bilatéral », c'est inscrire la politique française dans les principes qu'elle prétend défendre, qu'elle devrait normalement défendre, ce qui n'est pas le cas.

Votre responsabilité est écrasante, honteuse pour tout le peuple français.

Avec le soutien des pays européens, Israël a par exemple été élu à la Vice-Présidence de la commission de l'ONU en charge de la décolonisation. C'est un comble ! Comment la France a-t-elle pu donner son accord à une telle décision ?

Comment est-il possible que les autorités françaises acceptent que des citoyens français intègrent une armée étrangère d'occupation (l'armée israélienne), violant ainsi les lois internationales ?

Comment pouvez-vous accepter un mur de près de 700 kilomètres, une construction condamnée par les instances internationales ? Comment pouvez-vous accepter l'apartheid instauré en Cisjordanie occupée, l'intensification de la colonisation ?

La France devrait non pas aller à la « retenue » et à la « mesure », elle devrait non pas chercher à flatter telle ou telle communauté, mais condamner de la manière la plus ferme les actes d'Israël, sur la base du droit.

Le Conseil de Sécurité de l'ONU doit se réunir d'urgence pour condamner les exactions d'Israël et mettre en œuvre les moyens nécessaires à la protection et la sécurité des populations. Quand mobiliserez-vous la communauté internationale face à la colonisation, aux bombardements et à l'envahissement de la Palestine ?

L'absence de sanctions à son égard est un encouragement à la poursuite de sa politique de colonisation, d'agression permanente contre le peuple palestinien. A quel moment comptez-vous prendre des sanctions contre Israël, en stoppant, notamment, l'accord d'association Union européenne et Israël ?

La France, en tant que Haute Partie contractante à la quatrième Convention de Genève a l'obligation de respecter et de faire respecter la Convention en toutes circonstances (article 1) et de prendre toutes les mesures nécessaires pour poursuivre les personnes ayant commis, ou donné l'ordre de commettre des infractions graves à la quatrième Convention de Genève (article 146). Quand ferez-vous appliquer la quatrième Convention de Genève ?

La France doit agir pour qu'Israël mette fin au blocus criminel qu'il impose à la population de Gaza dont les conditions de vie ne cessent de se dégrader et accéder à l'ensemble des revendications palestiniennes : ouverture de Rafah par l'Égypte, accès libre de Gaza à la mer et libération des prisonniers libérés dans le cadre d'un accord et à nouveau incarcérés. Que comptez-vous faire ?

Le peuple palestinien n'en peut plus de l'hypocrisie. Aucune paix ne naîtra sans la constitution d'un État israélien et d'un État palestinien dans des frontières sûres et reconnues, celles de 1967, avec pour capitale Jérusalem-Est. Quand mettrez-vous en œuvre votre engagement électoral de reconnaissance internationale de l'État palestinien ?

L'année 2014 a été déclarée « année internationale de la Palestine » par l'Assemblée générale de l'ONU. Étiez-vous seulement au courant ? Quand la diplomatie de notre pays sera-t-elle à la hauteur de la situation ?

Dans l'attente de vous lire et que vous agissiez enfin, Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma haute considération.

Jean-Jacques CANDELIER, Député

* pétition ici <http://dissolutiondelaldj.wesign.it/fr>

Le Parti Communiste d'Israël condamne "la guerre terroriste que mène le gouvernement israélien contre le peuple de Gaza" <http://www.humanite.fr/le-parti-communiste-disrael-condamne-la-guerre-terroriste-que-mene-le-gouvernement-israelien-contre>

Le Parti Communiste d'Israël (MAKI) exprime sa colère et sa condamnation ferme de la guerre terroriste vicieuse et meurtrière que mène le gouvernement israélien contre le peuple de Gaza et les arabo-palestiniens plus largement ces derniers jours.

De la même façon, le PCI réproouve clairement et sans ambiguïté le bombardement de civils israéliens par le Hamas et d'autres organisations dans la bande de Gaza.

De notre point de vue, de telles attaques ne sont pas seulement répréhensibles mais aussi contre-productives à la cause palestinienne même, précisément son aspiration juste et légitime à établir un État indépendant aux côtés de l'État d'Israël, dont la capitale est Jérusalem-est, dans les frontières du 4 juin 1967.

En dépit de notre dénonciation de toute attaque contre la population civile, le PCI met l'accent sur le fait que le responsable de l'escalade et du bain de sang actuel est le gouvernement d'Israël - son refus continu de toute perspective d'une paix juste, les massacres de masse et les ravages qu'il inflige à Gaza, son indifférence totale pour les vies et le bien-être palestiniens et, surtout, son éternel renforcement de l'occupation israélienne et de la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem-est accompagnant le blocus inhumain de Gaza.

Comme le PCI avait mis en garde il y a un mois de cela, la motivation réelle du gouvernement Netanyahu n'a jamais été de garantir la sécurité des Israéliens mais seulement de faire obstacle au gouvernement d'unité nationale palestinien et de s'absoudre de toute responsabilité dans l'échec des négociations de paix.

Nous devons désormais ajouter que l'agression actuelle contre Gaza sert également le gouvernement israélien dans deux autres façons: 1, elle consolide la coalition de Netanyahu dans une période d'agitation sociale interne, elle aide ainsi Netanyahu à maintenir intact son gouvernement criminel, et 2, elle met les questions de pauvreté, d'inégalité, de racisme, de sexisme sous les tapis, et marginalise toutes les luttes pour la justice sociale et la démocratie.

Tout le monde sait désormais que Netanyahu, et ses compères de choc au gouvernement tout comme l'armée, étaient au courant que les trois jeunes colons assassinés avaient été enlevés, dès le premier jour.

Quelle était la cause de l'invasion israélienne et des arrestations de masse en Cisjordanie, si ce n'est mettre le feu à la région et défendre les objectifs affichés ?

Le PCI réaffirme son dernier message et insiste à nouveau sur le terrorisme, beaucoup plus massif et dangereux, de l'occupation israélienne et toutes ses conséquences, ses crimes de guerre, y compris le mur de séparation, le blocus et les complexes coloniaux.

L'histoire nous enseigne que toute occupation rencontre la résistance du peuple occupé.

Le droit international garantit au peuple occupé le droit de résister à l'occupation en usant des moyens légitimes dans sa lutte légitime. Le PCI réaffirme sa position de principe contraire à toute attaque visant les civils, en particulier des mineurs.

Le Parti Communiste Israélien appelle les mouvements progressistes, les organisations de défense des droits de l'Homme et tous les États du monde à organiser des événements en solidarité avec le peuple palestinien, appelant le gouvernement israélien à cesser immédiatement son agression contre la bande de Gaza et à arrêter ses crimes de guerre, et tant le gouvernement israélien que les organisations palestiniennes de s'abstenir de toute attaque contre des civils.

Non aux crimes de guerre !

Non aux attaques contre des civils !

Levée du blocus de Gaza !

A bas l'occupation !

Le Parti Communiste Japonais renforce son implantation dans la banlieue de Tokyo

http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Le-Parti-communiste-japonais-renforce-son-implantation-dans-la-banlieue-de-Tokyo_a8097.html

Le Parti Communiste Japonais a renforcé son implantation électorale dans la ville de Tachikawa (174.605 habitants). Lors de cette élection municipale le JCP est devenu le troisième plus grand parti dans cette ville - article et traduction Nico Maury

5 candidats communistes ont été élus dimanche 22 juin dans l'assemblée locale de la ville de Tachikawa, ville de la préfecture de Tokyo. Le JCP passe ainsi de 4 sièges à 5 et qui renforce son assise électorale fortement.

Le JCP devient le troisième plus gros parti de la ville, derrière les libéraux démocrates (Liberal Democratic Party) du Président Shinzō Abe et le Nouveau Kōmeitō (centriste). Le JCP atteint son score électoral le plus haut, dans cette ville, avec 16,94% des suffrages, une progression de + 7,46 points par rapport au dernier scrutin d'il y a 4 ans, une progression de 1473 voix.

Pendant la campagne, les communistes ont mené la lutte contre la politique du Président Shinzō Abe, contre la politique belliciste du Japon et contre la volonté de la municipalité d'augmenter les coûts des assurances aux résidents.

"Je crois que le JCP est indispensable à tout le pays"

Kamijo Shoichi, candidat communiste et chef de file du JCP, a rencontré beaucoup d'habitants dans la ville qui refusent le réarmement du Japon, parmi eux des anciens combattants, des victimes de la seconde guerre mondiale et des jeunes préoccupés par les propos guerriers du Président Abe.

Nakamachi Satoshi, 32 ans, nouvel élu du JCP, déclare que "les propriétaires de magasins sont opposés à l'augmentation prévue du taux national de prime d'assurance-maladie." Ce candidat issue de ce milieu explique que "J'étais un commerçant indépendant, donc je sais très bien que plus je vieillis, plus le taux d'assurance augment. Ce sera difficile pour les entreprises de survivre." "Le Cabinet Abe intensifie ses politiques, je crois que le JCP est indispensable à tout le pays. Alors, j'ai fait de mon mieux pour aider le JCP au cours de la campagne électorale. Je suis ravie de voir les résultats."

Résultats des élections :

<http://www.city.tachikawa.lg.jp/senkyokanri/shise/senkyo/sedo/shigi26/kekka.html>

Béziers : Aimé Couquet (PCF) reçoit des menaces ciblées du Bloc identitaire Mardi 22 Juillet 2014

<http://www.midilibre.fr/2014/07/22/beziers-aime-couquet-recoit-des-menaces-ciblees.1028258.php>

Le conseiller municipal d'opposition (PCF) de Béziers a reçu une lettre anonyme, accompagnée d'un autocollant du Bloc identitaire

Mais qui en veut à Aimé Couquet ? Et pourquoi ? Le conseiller d'opposition (PCF) à la mairie de Béziers a en effet reçu une lettre anonyme sur laquelle figure des insultes et une potence. Un courrier affranchi le 16 juillet et arrivé dans les mains de l'élu communiste via sa boîte postale de la mairie biterroise. Un autocollant du Bloc identitaire accompagnait le message.

Pour Aimé Couquet, ce message ne serait pas étranger à ses prises de positions par rapport à la stèle de l'OAS, installée au cimetière neuf de Béziers. Des positions auxquelles la lettre de menace semble faire écho : " L'OAS était une autre résistance française".

Mais Aimé Couquet suppose que d'autres obscures raisons ont peut-être motivé ce courrier : "Je pense aussi que mon implication dans les manifestations biterroises de soutien au peuple palestinien et pour la paix y sont aussi pour quelque chose".

"Alésia", l'étrange signataire de la lettre anonyme précise en fin de courrier : " Le BI (Bloc Identitaire-NDLR) n'y est pour rien, c'est une initiative personnelle !"

Le conseiller municipal pour sa part a porté plainte contre X. Et il l'affirme clairement : "ça n'arrêtera pas mon action politique et militante !"

Jaurès a été assassiné deux fois

La première le 31 juillet 1914 à la veille de la première guerre mondiale, on a fait taire le pacifiste, le militant de la cause ouvrière, le partisan du socialisme.

La deuxième à l'occasion des 100 ans de son meurtre. Ce second assassinat vient de loin : Sarkozy en 2007, après avoir récupéré Guy Môquet, citait 32 fois le fondateur de l'Humanité dans un même discours et pire le classait dans les adversaires de la lutte des classes.

En 2009, Le Pen disait de lui qu'il aurait voté FN. Dans le même temps, Manuel Valls écrivait dans son livre : « j'ai mis du temps à admettre que j'aurais plus facilement applaudi le Tigre que le fondateur de l'Humanité, maintenant j'assume ».

Cette année, après avoir prétendu que Jaurès aurait soutenu les 50 milliards de réduction de dépenses publiques, le Parti socialiste organise un spectacle : Jaurès une voix pour la paix, sponsorisé par Veolia, LVMH, Eiffage, Vinci ou Orange.

Nous ne pouvons laisser ainsi kidnapper Jaurès

Sans revendiquer l'exclusivité de son héritage, nous devons rétablir la vérité de son engagement. Nous proposons de le faire en bas, là où Jaurès aimait être. Ainsi, à l'initiative des communistes, nous voulons créer le 31 juillet des centaines d'événements évoquant Jean Jaurès et l'actualité de ses combats.

JAURES - DISCOURS A LA JEUNESSE - ALBI

Mesdames, Messieurs, Jeunes élèves,

C'est une grande joie pour moi de me retrouver en ce lycée d'Albi et d'y reprendre un instant la parole. Grande joie nuancée d'un peu de mélancolie ; car lorsqu'on revient à de longs intervalles, on mesure soudain ce que l'insensible fuite des jours a ôté de nous pour le donner au passé. Le temps nous avait dérobés à nous-mêmes, parcelle à parcelle, et tout à coup c'est un gros bloc de notre vie que nous voyons loin de nous. La longue fourmière des minutes emportant chacune un grain chemine silencieusement, et un beau soir le grenier est vide.

Mais qu'importe que le temps nous retire notre force peu à peu, s'il l'utilise obscurément pour des œuvres vastes en qui survit quelque chose de nous ? Il y a vingt-deux ans, c'est moi qui prononçais ici le discours d'usage. Je me souviens (et peut-être quelqu'un de mes collègues d'alors s'en souvient-il aussi) que j'avais choisi comme thème : les jugements humains. Je demandais à ceux qui m'écoutaient de juger les hommes avec bienveillance, c'est-à-dire avec équité, d'être attentifs, dans les consciences les plus médiocres et les existences les plus dénuées, aux traits de lumière, aux fugitives étincelles de beauté morale par où se révèle la vocation de grandeur de la nature humaine. Je les priais d'interpréter avec indulgence le tâtonnant effort de l'humanité incertaine.

Peut-être, dans les années de lutte qui ont suivi, ai-je manqué plus d'une fois envers des adversaires à ces conseils de généreuse équité. Ce qui me rassure un peu, c'est que j'imaginais qu'on a dû y manquer aussi parfois à mon égard, et cela rétablit l'équilibre. Ce qui reste vrai, à travers toutes nos misères, à travers toutes les injustices commises ou subies, c'est qu'il faut faire un large crédit à la nature humaine ; c'est qu'on se condamne soi-même à ne pas comprendre l'humanité, si on n'a pas le sens de sa grandeur et le pressentiment de ses destinées incomparables.

Cette confiance n'est ni sottise, ni aveugle, ni frivole. Elle n'ignore pas les vices, les crimes, les erreurs, les préjugés, les égoïsmes de tout ordre, égoïsme des individus, égoïsme des castes, égoïsme des partis, égoïsme des classes, qui appesantissent la marche de l'homme, et absorbent souvent le cours du fleuve en un tourbillon trouble et sanglant.

Elle sait que les forces bonnes, les forces de sagesse, de lumière, de justice, ne peuvent se passer du secours du temps, et que la nuit de la servitude et de l'ignorance n'est pas dissipée par une illumination soudaine et totale, mais atténuée seulement par une lente série d'aurores incertaines.

Oui, les hommes qui ont confiance en l'homme savent cela. Ils sont résignés d'avance à ne voir qu'une réalisation incomplète de leur vaste idéal, qui lui-même sera dépassé ; ou plutôt ils se félicitent que toutes les possibilités humaines ne se manifestent point dans les limites étroites de leur vie. Ils sont pleins d'une sympathie dévouée et douloureuse pour ceux qui ayant été brutalisés par l'expérience immédiate ont conçu des pensées amères, pour ceux dont la vie a coïncidé avec des époques de servitude, d'abaissement et de réaction, et qui, sous le noir nuage immobile, ont pu croire que le jour ne se lèverait plus. Mais eux-mêmes se gardent bien d'inscrire définitivement au passif de l'humanité qui dure les mécomptes des générations qui passent. Et ils affirment, avec une certitude qui ne fléchit pas, qu'il vaut la peine de penser et d'agir, que l'effort humain vers la clarté et le droit n'est jamais perdu. L'histoire enseigne aux hommes la difficulté des grandes tâches et la lenteur des accomplissements, mais elle justifie l'invincible espoir.

Dans notre France moderne, qu'est-ce donc que la République ? C'est un grand acte de confiance. Instituer la République, c'est proclamer que des millions d'hommes sauront tracer eux-mêmes la règle commune de leur action ; qu'ils sauront concilier la liberté et la loi, le mouvement et l'ordre ; qu'ils sauront se combattre sans se déchirer ; que leurs divisions n'iront pas jusqu'à une fureur chronique de guerre civile, et qu'ils ne chercheront jamais dans une dictature même passagère une trêve funeste et un lâche repos. Instituer la République, c'est proclamer que les citoyens des grandes nations modernes, obligés de suffire par un travail constant aux nécessités de la vie privée et domestique, auront cependant assez de temps et de liberté d'esprit pour s'occuper de la chose commune. Et si cette République surgit dans un monde monarchique encore, c'est assurer qu'elle s'adaptera aux conditions compliquées de la vie internationale sans rien entreprendre sur l'évolution plus lente des peuples, mais sans rien abandonner de sa fierté juste et sans atténuer l'éclat de son principe.

Oui, la République est un grand acte de confiance et un grand acte d'audace. L'intervention en était si audacieuse, si paradoxale, que même les hommes hardis qui il y a cent dix ans, ont révolutionné le monde, en écartèrent d'abord l'idée. Les Constituants de 1789 et de 1791, même les Législateurs de 1792 croyaient que la monarchie traditionnelle était l'enveloppe nécessaire de la société nouvelle. Ils ne renoncèrent à cet abri que sous les coups répétés de la trahison royale. Et quand enfin ils eurent déraciné la royauté, la République leur apparut moins comme un système prédestiné que comme le seul moyen de combler le vide laissé par la monarchie. Bientôt cependant, et après quelques heures d'étonnement et presque d'inquiétude, ils l'adoptèrent de toute leur pensée et de tout leur cœur. Ils résumèrent, ils confondirent en elle toute la Révolution. Et ils ne cherchèrent point à se donner le change. Ils ne cherchèrent point à se rassurer par l'exemple des républiques antiques ou des républiques helvétiques et italiennes. Ils virent bien qu'ils créaient une œuvre nouvelle, audacieuse et sans précédent. Ce n'était point l'oligarchie libérale des républiques de la Grèce, morcelées, minuscules et appuyées sur le travail servile. Ce n'était point le privilège superbe de la république romaine, haute citadelle d'où une aristocratie conquérante dominait le monde, communiquant avec lui par une hiérarchie de droits incomplets et décroissants qui descendait jusqu'au néant du droit, par un escalier aux marches toujours plus dégradées et plus sombres, qui se perdait enfin dans l'abjection de l'esclavage, limite obscure de la vie touchant à la nuit souterraine.

Ce n'était pas le patriciat marchand de Venise et de Gênes. Non, c'était la République d'un grand peuple où il n'y avait que des citoyens et où tous les citoyens étaient égaux. C'était la République de la démocratie et du suffrage universel. C'était une nouveauté magnifique et émouvante.

Les hommes de la Révolution en avaient conscience. Et lorsque dans la fête du 10 août 1793, ils célébrèrent cette Constitution, qui pour la première fois depuis l'origine de l'histoire organisait dans la souveraineté nationale la souveraineté de tous, lorsque artisans et ouvriers, forgerons, menuisiers, travailleurs des champs défilèrent dans le cortège, mêlés aux magistrats du peuple et ayant pour enseignes leurs outils, le président de la Convention put dire que c'était un jour qui ne ressemblait à aucun autre jour, le plus beau jour depuis que le soleil était suspendu dans l'immensité de l'espace ! Toutes les volontés se haussaient, pour être à la mesure de cette nouveauté héroïque. C'est pour elle que ces hommes combattirent et moururent. C'est en son nom qu'ils refoulèrent les rois de l'Europe. C'est en son nom qu'ils se décimèrent. Et ils concentrèrent en elle une vie si ardente et si terrible, ils produisirent par elle tant d'actes et tant de pensées qu'on put croire que cette République toute neuve, sans modèles comme sans traditions, avait acquis en quelques années la force et la substance des siècles.

Et pourtant que de vicissitudes et d'épreuves avant que cette République que les hommes de la Révolution avaient crue impérissable soit fondée enfin sur notre sol ! Non seulement après quelques années d'orage elle est vaincue, mais il semble qu'elle s'efface à jamais de l'histoire et de la mémoire même des hommes. Elle est bafouée, outragée ; plus que cela, elle est oubliée. Pendant un demi-siècle, sauf quelques cœurs profonds qui garderaient le souvenir et l'espérance, les hommes la renient ou même l'ignorent. Les tenants de l'Ancien régime ne parlent d'elle que pour en faire honte à la Révolution : " Voilà où a conduit le délire révolutionnaire ! " Et parmi ceux qui font profession de défendre le monde moderne, de continuer la tradition de la Révolution, la plupart désavouent la République et la démocratie. On dirait qu'ils ne se souviennent même plus. Guizot s'écrie : " Le suffrage universel n'aura jamais son jour ". Comme s'il n'avait pas eu déjà ses grands jours d'histoire, comme si la Convention n'était pas sortie de lui. Thiers, quand il raconte la Révolution du 10 août, néglige de dire qu'elle proclama le suffrage universel, comme si c'était là un accident sans importance et une bizarrerie d'un jour. République, suffrage universel, démocratie, ce fut, à en croire les sages, le songe fiévreux des hommes de la Révolution. Leur œuvre est restée, mais leur fièvre est éteinte et le monde moderne qu'ils ont fondé, s'il est tenu de continuer leur œuvre, n'est pas tenu de continuer leur délire. Et la brusque résurrection de la République, reparaisant en 1848 pour s'évanouir en 1851, semblait en effet la brève rechute dans un cauchemar bientôt dissipé.

Et voici maintenant que cette République, qui dépassait de si haut l'expérience séculaire des hommes et le niveau commun de la pensée que, quand elle tomba, ses ruines mêmes périrent et son souvenir s'effrita, voici que cette République de démocratie, de suffrage universel et d'universelle dignité humaine, qui n'avait pas eu de modèle et qui semblait destinée à n'avoir pas de lendemain, est devenue la loi durable de la nation, la forme définitive de la vie française, le type vers lequel évoluent lentement toutes les démocraties du monde.

Or, et c'est là surtout ce que je signale à vos esprits, l'audace même de la tentative a contribué au succès. L'idée d'un grand peuple se gouvernant lui-même était si noble qu'aux heures de difficulté et de crise elle s'offrait à la conscience de la nation.

Une première fois en 1793 le peuple de France avait gravi cette cime, et il y avait goûté un si haut orgueil, que toujours sous l'apparent oubli et l'apparente indifférence, le besoin subsistait de retrouver cette émotion extraordinaire. Ce qui faisait la force invincible de la République, c'est qu'elle n'apparaissait pas seulement de période en période, dans le désastre ou le désarroi des autres régimes, comme l'expédient nécessaire et la solution forcée. Elle était une consolation et une fierté. Elle seule avait assez de noblesse morale pour donner à la nation la force d'oublier les mécomptes et de dominer les désastres. C'est pourquoi elle devait avoir le dernier mot. Nombreux sont les glissements et nombreuses les chutes sur les escarpements qui mènent aux cimes ; mais les sommets ont une force attirante. La République a vaincu parce qu'elle est dans la direction des hauteurs, et que l'homme ne peut s'élever sans monter vers elle. La loi de la pesanteur n'agit pas souverainement sur les sociétés humaines, et ce n'est pas dans les lieux bas qu'elles trouvent leur équilibre. Ceux qui, depuis un siècle, ont mis très haut leur idéal ont été justifiés par l'histoire.

Et ceux-là aussi seront justifiés qui le placent plus haut encore. Car le prolétariat dans son ensemble commence à affirmer que ce n'est pas seulement dans les relations politiques des hommes, c'est aussi dans leurs relations économiques et sociales qu'il faut faire entrer la liberté vraie, l'égalité, la justice. Ce n'est pas seulement la cité, c'est l'atelier, c'est le travail, c'est la production, c'est la propriété qu'il veut organiser selon le type républicain. À un système qui divise et qui opprime, il entend substituer une vaste coopération sociale où tous les travailleurs de tout ordre, travailleurs de la main et travailleurs du cerveau, sous la direction de chefs librement élus par eux, administreront la production enfin organisée.

Messieurs, je n'oublie pas que j'ai seul la parole ici et que ce privilège m'impose beaucoup de réserve. Je n'en abuserai point pour dresser dans cette fête une idée autour de laquelle se livrent et se livreront encore d'âpres combats. Mais comment m'était-il possible de parler devant cette jeunesse qui est l'avenir, sans laisser échapper ma pensée d'avenir ? Je vous aurais offensés par trop de prudence ; car quel que soit votre sentiment sur le fond des choses, vous êtes tous des esprits trop libres pour me faire grief d'avoir affirmé ici cette haute espérance socialiste qui est la lumière de ma vie.

Je veux seulement dire deux choses, parce qu'elles touchent non au fond du problème, mais à la méthode de l'esprit et à la conduite de la pensée. D'abord, envers une idée audacieuse qui doit ébranler tant d'intérêts et tant d'habitudes et qui prétend renouveler le fond même de la vie, vous avez le droit d'être exigeants. Vous avez le droit de lui demander de faire ses preuves, c'est-à-dire d'établir avec précision comment elle se rattache à toute l'évolution politique et sociale, et comment elle peut s'y insérer. Vous avez le droit de lui demander par quelle série de formes juridiques et économiques elle assurera le passage de l'ordre existant à l'ordre nouveau. Vous avez le droit d'exiger d'elle que les premières applications qui en peuvent être faites ajoutent à la vitalité économique et morale de la nation. Et il faut qu'elle prouve, en se montrant capable de défendre ce qu'il y a déjà de noble et de bon dans le patrimoine humain, qu'elle ne vient pas le gaspiller, mais l'agrandir. Elle aurait bien peu de foi en elle-même si elle n'acceptait pas ces conditions.

En revanche, vous, vous lui devez de l'étudier d'un esprit libre, qui ne se laisse troubler par aucun intérêt de classe. Vous lui devez de ne pas lui opposer ces railleries frivoles, ces affolements aveugles ou prémédités et ce parti pris de négation ironique ou brutale que si souvent, depuis un siècle même, les sages opposèrent à la République, maintenant acceptée de tous, au moins en sa forme.

Et si vous êtes tentés de dire encore qu'il ne faut pas s'attarder à examiner ou à discuter des songes, regardez en un de vos faubourgs ? Que de railleries, que de prophéties sinistres sur l'œuvre qui est là ! Que de lugubres pronostics opposés aux ouvriers qui prétendaient se diriger eux-mêmes, essayer dans une grande industrie la forme de la propriété collective et la vertu de la libre discipline ! L'œuvre a duré pourtant ; elle a grandi : elle permet d'entrevoir ce que peut donner la coopération collectiviste. Humble bourgeon à coup sûr, mais qui atteste le travail de la sève, la lente montée des idées nouvelles, la puissance de transformation de la vie. Rien n'est plus menteur que le vieil adage pessimiste et réactionnaire de l'Éclésiaste désabusé : " Il n'y rien de nouveau sous le soleil ". Le soleil lui-même a été jadis une nouveauté, et la terre fut une nouveauté, et l'homme fut une nouveauté. L'histoire humaine n'est qu'un effort incessant d'invention, et la perpétuelle évolution est une perpétuelle création.

C'est donc d'un esprit libre aussi que vous accueillerez cette autre grande nouveauté qui s'annonce par des symptômes multipliés : la paix durable entre les nations, la paix définitive. Il ne s'agit point de déshonorer la guerre dans le passé. Elle a été une partie de la grande action humaine, et l'homme l'a ennoblie par la pensée et le courage, par l'héroïsme exalté, par le magnanime mépris de la mort. Elle a été sans doute et longtemps, dans le chaos de l'humanité désordonnée et saturée d'instincts brutaux, le seul moyen de résoudre les conflits ; elle a été aussi la dure force qui, en mettant aux prises les tribus, les peuples, les races, a mêlé les éléments humains et préparé les groupements vastes. Mais un jour vient, et tout nous signifie qu'il est proche, où l'humanité est assez organisée, assez maîtresse d'elle-même pour pouvoir résoudre, par la raison, la négociation et le droit, les conflits de ses groupements et de ses forces. Et la guerre, détestable et grande tant qu'elle est nécessaire, est atroce et scélérate quand elle commence à paraître inutile.

Je ne vous propose pas un rêve idyllique et vain. Trop longtemps les idées de paix et d'unité humaines n'ont été qu'une haute clarté illusoire qui éclairait ironiquement les tueries continuées. Vous souvenez-vous de l'admirable tableau que vous a laissé Virgile de la chute de Troie ? C'est la nuit : la cité surprise est envahie par le fer et le feu, par le meurtre, l'incendie et le désespoir. Le palais de Priam est forcé et les portes abattues laissent apparaître la longue suite des appartements et des galeries. De chambre en chambre, les torches et les glaives poursuivent les vaincus ; enfants, femmes, vieillards se réfugient en vain auprès de l'autel domestique que le laurier sacré ne protège pas contre la mort et contre l'outrage ; le sang coule à flots, et toutes les bouches crient de terreur, de douleur, d'insulte et de haine. Mais par dessus la demeure bouleversée et hurlante, les cours intérieures, les toits effondrés laissent apercevoir le grand ciel serein et paisible et toute la clameur humaine de violence et d'agonie monte vers les étoiles d'or : *Ferit aurea sidera clamor*2.

De même, depuis vingt siècles et de période en période, toutes les fois qu'une étoile d'unité et de paix s'est levée sur les hommes, la terre déchirée et sombre a répondu par des clameurs de guerre.

C'était d'abord l'astre impérieux de la Rome conquérante qui croyait avoir absorbé tous les conflits dans le rayonnement universel de sa force. L'empire s'effondre sous le choc des barbares, et un effroyable tumulte répond à la prétention superbe de la paix romaine. Puis ce fut l'étoile chrétienne qui enveloppa la terre d'une lueur de tendresse et d'une promesse de paix. Mais atténuée et douce aux horizons galiléens, elle se leva dominatrice et âpre sur l'Europe féodale.

La prétention de la papauté à apaiser le monde sous sa loi et au nom de l'unité catholique ne fit qu'ajouter aux troubles et aux conflits de l'humanité misérable. Les convulsions et les meurtres du Moyen Âge, les chocs sanglants des nations modernes, furent la dérisoire réplique à la grande promesse de paix chrétienne. La Révolution à son tour lève un haut signal de paix universelle par l'universelle liberté. Et voilà que de la lutte même de la Révolution contre les forces du vieux monde, se développent des guerres formidables.

Quoi donc ? La paix nous fuira-t-elle toujours ? Et la clameur des hommes, toujours forcenés et toujours déçus, continuera-t-elle à monter vers les étoiles d'or, des capitales modernes incendiées par les obus, comme de l'antique palais de Priam incendié par les torches ? Non ! Non ! Et malgré les conseils de prudence que nous donnent ces grandioses déceptions, j'ose dire, avec des millions d'hommes, que maintenant la grande paix humaine est possible, et si nous le voulons, elle est proche. Des forces neuves y travaillent : la démocratie, la science méthodique, l'universel prolétariat solidaire. La guerre devient plus difficile, parce qu'avec les gouvernements libres des démocraties modernes, elle devient à la fois le péril de tous par le service universel, le crime de tous par le suffrage universel. La guerre devient plus difficile, parce qu'avec les gouvernements libres des démocraties modernes, elle devient à la fois le péril de tous par le service universel, le crime de tous par le suffrage universel. La guerre devient plus difficile parce que la science enveloppe tous les peuples dans un réseau multiplié, dans un tissu plus serré tous les jours de relations, d'échanges, de conventions ; et si le premier effet des découvertes qui abolissent les distances est parfois d'aggraver les froissements, elles créent à la longue une solidarité, une familiarité humaine qui font de la guerre un attentat monstrueux et une sorte de suicide collectif.

Enfin, le commun idéal qui exalte et unit les prolétaires de tous les pays les rend plus réfractaires tous les jours à l'ivresse guerrière, aux haines et aux rivalités de nations et de races. Oui, comme l'histoire a donné le dernier mot à la République si souvent bafouée et piétinée, elle donnera le dernier mot à la paix, si souvent raillée par les hommes et les choses, si souvent piétinée par la fureur des événements et des passions. Je ne vous dis pas : c'est une certitude toute faite. Il n'y a pas de certitude toute faite en histoire. Je sais combien sont nombreux encore aux jointures des nations les points malades d'où peut naître soudain une passagère inflammation générale. Mais je sais aussi qu'il y a vers la paix des tendances si fortes, si profondes, si essentielles, qu'il dépend de vous, par une volonté consciente, délibérée, infatigable, de systématiser ces tendances et de réaliser enfin le paradoxe de la grande paix humaine, comme vos pères ont réalisé le paradoxe de la grande liberté républicaine. Œuvre difficile, mais non plus œuvre impossible. Apaisement des préjugés et des haines, alliances et fédérations toujours plus vastes, conventions internationales d'ordre économique et social, arbitrage international et désarmement simultané, union des hommes dans le travail et dans la lumière : ce sera, jeunes gens, le plus haut effort et la plus haute gloire de la génération qui se lève.

Non, je ne vous propose pas un rêve décevant ; je ne vous propose pas non plus un rêve affaiblissant. Que nul de vous ne croit que dans la période encore difficile et incertaine qui précédera l'accord définitif des nations, nous voulons remettre au hasard de nos espérances la moindre parcelle de la sécurité, de la dignité, de la fierté de la France. Contre toute menace et toute humiliation, il faudrait la défendre : elle est deux fois sacrée pour nous, parce qu'elle est la France, et parce qu'elle est humaine.

Même l'accord des nations dans la paix définitive n'effacera pas les patries, qui garderont leur profonde originalité historique, leur fonction propre dans l'œuvre commune de l'humanité réconciliée. Et si nous ne voulons pas attendre, pour fermer le livre de la guerre, que la force ait redressé toutes les iniquités commises par la force, si nous ne concevons pas les réparations comme des revanches, nous savons bien que l'Europe, pénétrée enfin de la vertu de la démocratie et de l'esprit de paix, saura trouver les formules de conciliation qui libéreront tous les vaincus des servitudes et des douleurs qui s'attachent à la conquête. Mais d'abord, mais avant tout, il faut rompre le cercle de fatalité, le cercle de fer, le cercle de haine où les revendications même justes provoquent des représailles qui se flattent de l'être, où la guerre tourne après la guerre en un mouvement sans issue et sans fin, où le droit et la violence, sous la même livrée sanglante, ne se discernent presque plus l'un de l'autre, et où l'humanité déchirée pleure de la victoire de la justice presque autant que de sa défaite.

Surtout, qu'on ne nous accuse point d'abaisser et d'énervier les courages. L'humanité est maudite, si pour faire preuve de courage elle est condamnée à tuer éternellement. Le courage, aujourd'hui, ce n'est pas de maintenir sur le monde la sombre nuée de la Guerre, nuée terrible, mais dormante, dont on peut toujours se flatter qu'elle éclatera sur d'autres. Le courage, ce n'est pas de laisser aux mains de la force la solution des conflits que la raison peut résoudre ; car le courage est l'exaltation de l'homme, et ceci en est l'abdication. Le courage pour vous tous, courage de toutes les heures, c'est de supporter sans fléchir les épreuves de tout ordre, physiques et morales, que prodigue la vie. Le courage, c'est de ne pas livrer sa volonté au hasard des impressions et des forces ; c'est de garder dans les lassitudes inévitables l'habitude du travail et de l'action. Le courage dans le désordre infini de la vie qui nous sollicite de toutes parts, c'est de choisir un métier et de le bien faire, quel qu'il soit ; c'est de ne pas se rebuter du détail minutieux ou monotone ; c'est de devenir, autant que l'on peut, un technicien accompli ; c'est d'accepter et de comprendre cette loi de la spécialisation du travail qui est la condition de l'action utile, et cependant de ménager à son regard, à son esprit, quelques échappées vers le vaste monde et des perspectives plus étendues. Le courage, c'est d'être tout ensemble, et quel que soit le métier, un praticien et un philosophe. Le courage, c'est de comprendre sa propre vie, de la préciser, de l'approfondir, de l'établir et de la coordonner cependant à la vie générale. Le courage, c'est de surveiller exactement sa machine à filer ou à tisser, pour qu'aucun fil ne se casse, et de préparer cependant un ordre social plus vaste et plus fraternel où la machine sera la servante commune des travailleurs libérés. Le courage, c'est d'accepter les conditions nouvelles que la vie fait à la science et à l'art, d'accueillir, d'explorer la complexité presque infinie des faits et des détails, et cependant d'éclairer cette réalité énorme et confuse par des idées générales, de l'organiser et de la soulever par la beauté sacrée des formes et des rythmes. Le courage, c'est de dominer ses propres fautes, d'en souffrir mais de n'en pas être accablé et de continuer son chemin. Le courage, c'est d'aimer la vie et de regarder la mort d'un regard tranquille ; c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel ; c'est d'agir et de se donner aux grandes causes sans savoir quelle récompense réserve à notre effort l'univers profond, ni s'il lui réserve une récompense. Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ; c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe, et de ne pas faire écho, de notre âme, de notre bouche et de nos mains aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques.

Ah ! vraiment, comme notre conception de la vie est pauvre, comme notre science de vivre est courte, si nous croyons que, la guerre abolie, les occasions manqueront aux hommes d'exercer et d'éprouver leur courage, et qu'il faut prolonger les roulements de tambour qui dans les lycées du premier Empire faisaient sauter les cœurs !

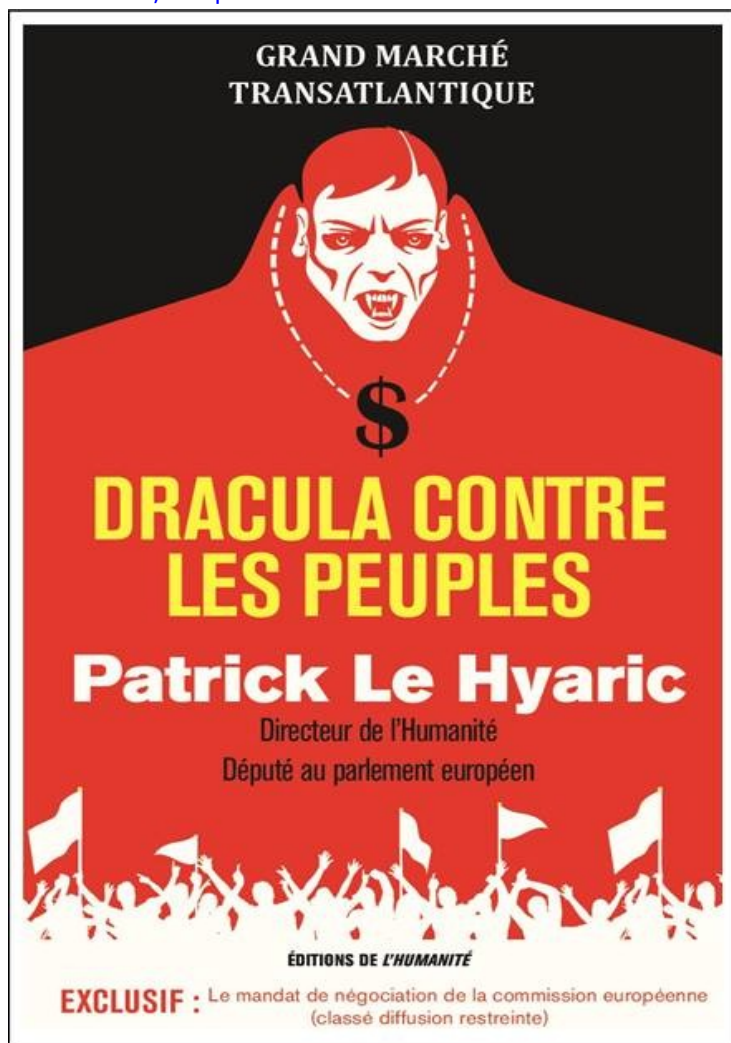
Ils sonnaient alors un son héroïque ; dans notre vingtième siècle, ils sonneraient creux. Et vous, jeunes gens, vous voulez que votre vie soit vivante, sincère et pleine. C'est pourquoi je vous ai dit, comme à des hommes, quelques-unes des choses que je portais en moi.

(1) Allusion à la Verrerie Ouvrière d'Albi, une grande affaire pour Jaurès et le mouvement ouvrier dans les années précédentes. Rendue nécessaire par le lock-out des verriers de Carmaux par leur patron Resseguier (1895), la Verrerie Ouvrière d'Albi, propriété de l'ensemble du prolétariat, fut inaugurée à Albi le 25 octobre 1896 par Jaurès et Rochefort.

(2) Leur clameur heurte les étoiles d'or, Virgile, L'Énéide, II, 488 (trad. Les Belles Lettres, 2002).

A lire

Le livre de Patrick Le Hyaric « Grand marché transatlantique : Dracula contre les peuples » aux éditions de l'Humanité. Pour le commander, téléphoner au 01.49.22.72.18



APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



A lire

L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"

Économie & Politique
Dossier coût du capital



PROPRIÉTÉ PRIVÉE :

toujours la trouille d'en parler



Que de contorsions grammaticales ou idéologiques, pour ne pas aborder le problème de la propriété privée des moyens de productions et d'échanges, les usines et les banques, et aujourd'hui les grandes surfaces de distribution, qui n'existaient pas du temps de Marx et Engels.

Toutes les interventions, déclarations, études, se bornent à déplorer les méfaits du capitalisme, en évitant le plus souvent d'en désigner la cause ou en l'esquissant à peine, comme pour éviter de s'y attaquer.

On nous présente des courbes, et encore des courbes, qui se courbent, se redressent, descendent, montent, et en définitive ne disparaissent jamais.

On accumule les constats : manques de crédits, manque de démocratie, profits et dividendes explosent en permanence, mais ouat ! on s'abstient d'aller plus loin par on ne sait quelle prudence ou absence de mémoire, ou pour ne pas avoir à aborder les vrais problèmes, déclencher des luttes, surtout locales. Pour la lutte, la mode c'est d'aller le plus loin possible, à Bruxelles, et bientôt dans la lune !

LA PROPRIÉTÉ C'EST LE POUVOIR

On leur demande de partager un peu, à ces méchants capitalistes ; ne mettez pas tout dans votre poche ! Bien sur, ce n'est pas vous qui produisez la richesse, ce sont vos employés, ouvriers, et autres salariés, vos prolétaires, en un mot, même vous les techniciens et cadres, de simples prolétaires, qui vendent leur force de travail, puisqu'ils n'ont que ça, ils n'ont pas la propriété. – Qui peut t'embaucher, ? qui peut te virer ? - Mon patron, a répondu un technicien d'Eiffage, installant la fibre optique dans une armoire sur le trottoir.



A force de vouloir oublier les fondamentaux, très simples pourtant, dégagés, analysés par Marx et Engels, puis Lénine, on contribue à recouvrir la société d'un voile opaque pour l'empêcher de voir ce qui gangrène la collectivité humaine : la propriété privée.

Pas de ta maison ou de ton appartement, ça ne produit pas de richesse au bilan en fin d'année, mais la propriété qui permet de t'envoyer les gendarmes ou les militaires pour te tirer dessus si tu mets la dite propriété en danger. Avant la force armée, la bourgeoisie, le grand capital peut utiliser les fascistes ; armée de secours, avide de sang communiste (encore une agression à l'arme blanche à Lyon il y a peu de jours : février 2014) contre les jeunesses communistes ; le Front National, dont l'accumulation des apparitions sur les ondes constitue l'équivalent d'une nouvelle chaîne de télé, ce qui atteste du rôle que la bourgeoisie lui fait jouer : force d'appoint.

Evidemment, ce genre de réflexion va être qualifiée de primaire, peu élaborée, on va opposer les fameuses courbes et analyses économiques ; mais la vie des gens, qui crèvent dans la rue, qui crèvent chez eux, cette dame, dont la lettre est publiée en une de l'Huma en Mars 2014, obligée de se prostituer à 50 ans pour remplir son frigo, ne pas crever de faim, (et crever à la fin), des retraitées qui font la manche dans la rue...

L'horreur absolue tous les jours, le retour à la barbarie, et il faudrait se contenter de belles analyses, certes utiles, mais dérisoires,

C'est un cri d'urgence qu'il faut lancer, ne pas continuer à ergoter. A jouer à ceux qui connaissent tout, oublie les notions simples

Se protéger du bras qui frappe
au lieu de supprimer le bras!



d'exploitation capitaliste et de lutte des classes ou en font fi. Cinquante pour cent d'abstentions ! il faut les éclairer ces gens là, pas avec des mots le dos au mur, ou des slogans démagogiques du genre prenez le pouvoir, comment, qu'est-ce qu'il y a dedans, le pouvoir, il est où, c'est qui ?

C'est comme l'Humain d'abord, quelle plaisanterie, tout le monde peut le dire, mais si tu dis : l'emploi d'abord, le capital dehors, c'est quand même plus concret.

Sans la maîtrise de l'économie, le peuple ne peut pas espérer une amélioration de ses conditions de vie, obtenir un avenir pour ceux d'aujourd'hui et ceux de demain.

La chimie nous assassine, mais on ne réclame pas sa nationalisation immédiate, pas pour faire joli, mais par simple instinct de survie. Et le restant de la planète qui fuit comme l'eau dans le fond de l'évier, vidé par les rapines des multinationales ; Unilever remplit ton chariot de ses produits d'entretien, de ta nourriture, et on les laisse faire ; on préfère défiler contre ceci cela, au lieu d'être devant le super marché et exiger sa nationalisation. On dit qu'il faut partir des préoccupations des gens, si le chariot n'en est pas une, alors c'est quoi une préoccupation, les roues du chariot ? Non, il semble que ce soit trop simple à réaliser, on préfère les grandes envolées démagogiques, qui ne perturbent nullement les pensées et le porte monnaie de madame Bettencourt et consort.



En ce moment, on nous sort des articles « sur le coût du capital » bien sur qu'il faut le faire, mais on ne peut en rester à un constat ; et après ?

La seule proposition : donner du pouvoir aux salariés dans l'entreprise ? Ambroise CROIZAT l'a déjà instauré à la Libération, avec un PCF à 30%, en créant les comités d'entreprises. Et le patronat a tout remis en cause, avec un PCF à 5 ou 6%, « détricoté » le système mis en place ; alors, la solution, n'est-elle pas de donner le droit de propriété aux ouvriers ? Ils les auront, leurs droits nouveaux, les ouvriers et ingénieurs, s'ils sont propriétaires. C'est quand même simple, et pas « simpliste » ; le manque d'idéologie, le peuple en crève ; l'abandon des fondamentaux du marxisme : lutte des classes, propriété des moyens de production, (les usines), et d'échange, (les banques).

Nous avons droit aussi : au partage des richesses. Une perle ! Partager la plus-value avec son capitaliste, mais c'est déjà fait, il prend tout !

Aller manifester, marcher, à droite à gauche, au loin, on devient une agence de voyage.

LE COMMUNISME



Définition : propriété collective des moyens de production et des banques. Une société sans classe(s).

N'a jamais existé : voir le livre de Roger Keeran, « le socialisme trahi », les causes de la chute de l'union soviétique ». Le gendre de Brejnev aurait pu vous l'affirmer, entre deux séances au tribunal pour corruption, pillage du bien public, au profit de lui-même et de l'association de malfaiteurs « Dolce Vita » un regroupement de tous les

futurs oligarques, (il fallait oser, avec ce nom).

Le Siècle des Lumières a ouvert la voie à la Révolution de 1789. Les gens ont osé.

La Commune de Paris : les gens ont osé devenir leurs propres maîtres.

Marx, Engels, Lénine ont ouvert la voie aux bolcheviques, ils ont osé.

Avec cette précision, marxiste, en 1789 la bourgeoisie, qui possédait les usines et les banques, avait besoin du pouvoir politique pour faire tomber les péages entre les provinces et obtenir la libre circulation de ses productions. Aujourd'hui, le Marché Commun répond aux mêmes soucis d'expansion du capital, conditionné par le développement des forces productives.

De même le système des corporations, qui interdisait à la main d'œuvre de changer de métier, était une entrave à l'exploitation capitaliste ; aujourd'hui, la réponse, c'est le plombier polonais, les entreprises espagnoles dans le sud, etc...

En rester à la protestation, c'est admettre le maintien du système capitaliste. Une sorte de collaboration. A notre corps défendant, on devient des collabos du capital, on lui pose des pansements, des aménagements, pour qu'il ne soit pas trop méchant ; on devient des chevaliers de la défaite permanente.

Les gens d'aujourd'hui, vont-ils oser ?

Quand on entend certains parler de nationalisation, « temporaire », il y a de quoi s'étouffer de rire ou d'indignation.

On ne peut en rester à la protestation, à l'analyse du capitalisme et de ses dégâts, tracer des courbes et des diagrammes, etc...



LA PERSPECTIVE, voilà ce qui manque, LES PROGRAMMES, c'est temporaire, ça permet au capital de s'adapter. Voir le livre de Yvan LAVALLEE : « Pour le communisme, la liberté et la France »

LES GENS NE BOUGERONT QU'AVEC UN PROJET DE SOCIÉTÉ. Pas du bricolage ; ils le disent, tout est toujours remis en cause.

Nationaliser la totalité de l'économie : de la multinationale à l'artisan ; oser les nouveaux rapports de production : l'association au lieu de l'exploitation.

Nous envoyer à la figure les crimes de Staline ne résout rien ; d'ailleurs, donner des chiffres de morts, quel comptage, quelle comptabilité morbide ! pas question de nier les crimes de Staline, mais

utiliser des accumulations de chiffres pour impressionner, ça ne permet guère la compréhension et la réflexion. Le ver était dans le fruit !

Le CNR (Conseil National de la Résistance, créé, entre autres, par le communiste Pierre VILLON) a fait la moitié du boulot : nationalisations des secteurs indispensables (dernière mouture élaborée par les communistes Jacques DUCLOS et Benoît FRACHON et adoptée à l'unanimité) ; Réalisons l'autre moitié. Une société « d'individus associés », conclusion du Manifeste de Marx et Engels.

OSER ou NE PAS OSER : telle est la question. Pour **ÊTRE** ou **NE PAS ÊTRE**.

En fait, une erreur à propos de LA COMMUNE : « les communards se sont arrêtés devant la porte de la banque de France et, saisis d'une peur quasi religieuse, ils ont hésité à la défoncer. Derrière, il y avait les lingots ; en se les appropriant, ils prenaient le pouvoir ». (en substance)(Marx : la Guerre Civile en France)

LA PROPRIÉTÉ DE L'EMPLOI :

Que génère cette appropriation de l'économie par la minorité capitaliste : la peur de s'afficher syndicaliste ! La peur de se faire licencier si l'on obtempère pas aux conditions dégradantes, aux soumissions aux ordres et aux contraintes.

JE SUIS PROPRIÉTAIRE , DONC :

- je peux faire fabriquer au Bengladesh et ensevelir un millier de personnes sous les décombres des ateliers, et vous vendre des produits à trois francs six sous, (H&M, Auchan, Carrefour, etc...)

-je peux vous faire bouffer des ogm, élever des poulets par milliers, ou construire une étable pour 1.000 vaches ! détruire les forêts primaires, la faune et la flore, des milliers d'années pour reconstituer tout ça, mais pendant ce temps, à la place, je peux planter du soja, ou des palmiers à huile pour faire rouler les bagnoles, ça rapporte plus que les lianes ou les cacatoès !

- je suis Emir, propriétaire d'une chaîne d'hôtels de luxe, je peux appliquer la charia à mon personnel !

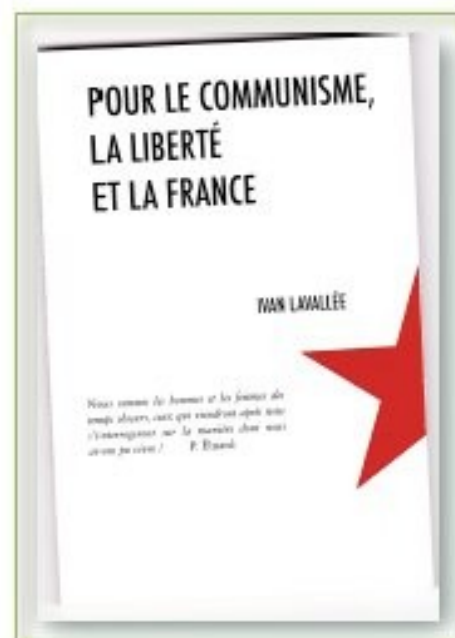
TOTAL : en nationalisant l'entreprise, on évite le pillage du tiers monde.

Les actionnaires de la multinationale CHEVRON TEXACO mis en cause par l'EQUATEUR : une inondation de pétrole gigantesque ; des centaines de fois supérieures à l'Erika !

PARMI EUX : LE FONDS DE RESERVE pour les RETRAITES, fonds de pension placé sous la tutelle de l'Etat ! Créé par Lionel Jospin.

Un exemple supplémentaire de la nécessité de nationaliser les banques et toute l'économie. Le peuple doit avoir la maîtrise de son argent, c'est bien le minimum !

LA BNP-PARIBAS A DES VALEURS, paraît-il ! Dans une lettre à ses clients, elle présente sa soumission aux USA, comme une chose normale. Elle a utilisé des dollars pour commercer avec les « maudits », Iran, et surtout CUBA ! Pour ne pas subir l'affront d'être accusé de soumission, elle invoque : « défaillances individuelles, défauts de vigilance, des pratiques contraires à l'éthique de



la banque, des dysfonctionnements contraires à nos valeurs et à notre politique de banque responsable ».

Une responsabilité qui coûtera la bagatelle de 9 milliards de dollars à ses déposants !

Un exemple supplémentaire d'avoir à nationaliser le secteur bancaire et revenir à notre monnaie nationale : LE FRANC et si besoin l'ECU, cette monnaie COMMUNE.

N-D DES LANDES : AEROPORT inutile, sauf pour les finances de VINCI, et des politiques qui toucheront les pots de vins ; monsieur Héros, ou monsieur Ayrault ?

TOUT NATIONALISER !

LES SYNDICATS : arrêtez de nous dire que vous ne devez pas faire de politique !

Le Medef, syndicat patronal, ne se gêne pas. Vous seriez des « courroies de transmission entre les partis et les syndicats », « moi, je ne fais pas de politique », etc... la droite et le Medef vous font parler et réfléchir comme ils l'entendent.

Les statuts de la CGT à sa création en 1905 prévoyaient la disparition du capitalisme par l'appropriation collective des usines et des banques ; c'est iconoclaste d'y revenir ?

Les gens privés d'emplois, de plus en plus nombreux, ont besoin de politique ; que la CGT, en premier, revendique la nationalisation de l'économie. Tout est politique, donc il faut faire de la politique. On ne peut se permettre le luxe de faire la fine bouche et obéir à ces prescriptions édictées par les capitalistes ! La lutte des classes exige de lutter sur tous les plans et avec tous les arguments idéologiques.

SUR LE PLAN LOCAL, CRÉER DES EMPLOIS : tract élaboré pour les municipales, à titre personnel :



ANNECY POPULAIRE



ELECTIONS MUNICIPALES mars 2014

créer de l'emploi, un emploi pour toutes et tous, avec des
coopératives municipales

produisant de

la valeur ajoutée, financées par les sommes considérables

attribuées au traitement du chômage, les dépenses pour

l'emploi (DPE) s'élevaient en 2009 à 87 milliards

d'euros (source DARES). Celles-ci pourraient

représenter en 2013, si l'on ajoute les dépenses

connexes, 120 à 130 milliards d'euros, soit 6

à 6,5% du PIB. Cette somme pourrait

également constituer plus de 70% des 170

milliards d'euros que la France va devoir

emprunter en 2013 sur les marchés

financiers. (article d'octobre 2013)

« AIDES » aux entreprises : 100

milliards, (dont 30 milliards

d'exonérations de cotisations sociales

patronales,) Hollande vient d'en

rajouter une couche avec « la

compétitivité » : 20 milliards, etc...

**D'ABORD L'EMPLOI
SUR PLACE**

4.517 PRIVÉS D'EMPLOI

À ANNECY (d'après le Dauphiné libéré du
3fév14) et 4.000 après vérification auprès des
services de l'emploi.

**4.000 privés d'emplois sur
Annecy intra-muros, c'est tout de même
dramatique!**

Si l'on se réfère au calcul d'Envoyé Spécial sur Antenne2 le
30janv14 ;

7 millions de chômeurs et précaires en France pour 3,3 millions
officiels . ce serait énorme si l'on faisait le même calcul ici !

Une mairie peut donc financer les créations d'emplois, avec le budget national, constitué des impôts versés par la population annécienne, sous forme de TVA (impôt indirect), ou impôt sur le revenu, ou la CSG, ou autres taxes souvent indues. La population peut exiger de récupérer son argent !

RECENSER dans chaque ville,
les ESPACES DISPONIBLES : à ANNECY :

LES HARAS, LES SERRES MUNICIPALES, les terrains de l'ex-GILLETTE, le bâtiment occupé par le Crédit Mutuel : un symbole ! La production de richesse remplacée par la finance ! Le couvent des CAPUCINS et son terrain, celui des ex-ABATTOIRS,

DES LOGEMENTS ET DES LIEUX DE TRAVAIL :
COOPÉRATIVES,
ENTREPRISES COOPÉRATIVES,
UNE NOUVELLE FAÇON DE VIVRE,
EN COLLABORATION
ET NON EN CONCURRENCE !
DU BON SENS, TOUT SIMPLEMENT.

TOUS PRODUCTEURS ASSOCIÉS

Comme le conseille MARX en fin du Manifeste du Parti Communiste .

LA PROPRIÉTÉ DES USINES ET DES BANQUES ; en parler, enfin !

REMETTRE LE SERVICE PUBLIC EN VALEUR, comme mode de vie naturel.

LES TRESUMS :
l'architecture prévue est
peu satisfaisante, pour
ne pas dire désagréable,
il faut prévoir des
espaces pour des lieux
de travail et une
structure médicale.
Que devient
l'architecture
d'époque dans l'ancien
bâtiment?

SNR devenue NTN-SNR japonaise ! (3.000 salariés) : USINE EN PLEINE VILLE ! les coopératives municipales de production, c'est donc tout à fait possible de les installer à côté des habitations ! Et que la SNR redevienne : 1) française, 2) nationalisée !

FRALIB : UNE SACRÉE VICTOIRE !

Contre un monstre du capitalisme : UNILEVER.

Le bilan de cette phase du combat de plus de 3 ans et demi confirme que seule l'action paie.

Pour rappel :

- Appropriation publique des terrains et bâtiments,
- Appropriation publique à l'euro symbolique des installations administratives et industrielles du site pour transfert à la SCOP des salariés,
- Soutien financier au démarrage et au développement du plan alternatif des salariés en sécurisant les acquis obtenus et en ouvrant des perspectives sérieuses notamment par :
- Diverses mesures contribuant au développement commercial. Il s'agit notamment de la recherche de débouchés de production, la construction d'une marque, le renforcement de l'appareil commercial et administratif, une étude de marché.
- Une contribution conséquente au fonds de roulement
- Le financement d'une formation pour les salariés de la SCOP
- La participation à la remise en état, au développement, à la modernisation et à la diversification de l'outil de travail.

Ceux qui luttent ne
sont pas sûrs de
gagner, mais ceux qui
ne luttent pas ont déjà
perdu
Berthold Brecht

Maintien des institutions représentatives du personnel pendant une période suffisante permettant la maîtrise du dossier jusqu'à la création officielle de la SCOP,

Obtention d'une prime substantielle de préjudice pour chaque salarié en lutte venant s'ajouter aux indemnités légales,

Avec le soutien de la CGT et de la FRACTION ACTIVE DU PCF.

Alors que les conflits se multiplient, que les fermetures et les licenciements s'accroissent, notre lutte exemplaire est un succès pour tous les travailleurs de notre pays et démontre que rien n'est jamais joué d'avance. La lutte continue.

Amicalement les ex-salariés de FRALIB et futur SCOPTISTES !!!

Suite du tract Annecy populaire....

AMBROISE CROIZAT

PLUS DE 1.000 signatures

Ouvrier communiste de MOUTIERS (73), devenu ministre à la Libération : Croizat, c'est l'invention sociale : on lui doit la SECURITE SOCIALE, les Allocations Familiales, les Comités d'Entreprises, LA RETRAITE PAR RÉPARTITION : honorer son œuvre en donnant son nom au nouveau siège de la CPAM, ou à défaut à une rue, une place.

Pour demander l'attribution du nom d'Ambroise CROIZAT au nouveau siège de la CPAM (Sécurité Sociale), à côté du Centre commercial Courier.

Georges (Jo) MALLINJOURD
Ancien conseiller municipal communiste
Résistant, créateur de PEUPLE ET CULTURE à la Libération, De la Maison des Jeunes, du Festival du Cinéma d'Animation
mérite une rue à son nom .

UNE INVASION DE GRUES en ville !

LES PROMOTEURS !!!

Sont-ils nécessaires ? Absolument pas . La municipalité peut très bien prendre en charge la totalité du secteur logement. En possédant elle-même ses propres entreprises et tous corps de métiers.

La maîtrise de la main d'œuvre en sera facilitée, et les dérapages évités (exploitation, immigration, travail au noir, etc...).

Le prix du mètre carré baissera et rendra la ville accessible à toutes les catégories de population ; la mixité sera la règle. Tous âges et conditions sociales confondus.

LA FORMATION, L'ÉCOLE :

En collaboration avec la municipalité pour son développement local et intervenir dans le contenu des manuels scolaires ; **LE SEXISME, ÇA SUFFIT, INSUPPORTABLE !**

LE SPORT : développer le SPORT FEMININ, LE FOOT FEMININ, et les autres.

EN COLLABORATION AVEC L'UNIVERSITÉ : nouvelles technologies, élaboration, recherche.

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS :

8, rue Antoine Berthod MEYTHET
Agglomération Annécienne.



Déclaration des partis communistes frères de 17 des anciennes républiques de l'URSS

Le 10 juillet 2014 a eu lieu la réunion du Conseil de l'Union des 17 partis communistes des républiques qui formaient l'Union soviétique pour discuter de la politique et la situation sociale dans leurs pays.

Étaient présents les Camarades Gennady Ziuganov, (Parti Communiste de la Fédération de Russie), entre autres, Petro Simonenko, (Parti Communiste d'Ukraine), Igor Karpenko (Parti Communiste de Biélorussie), Vladimir Voronin, (Parti des Communistes de la Transnistrie), Rauf Kurbanov (Parti Communiste d'Azerbaïdjan), Timur Pipia (Parti Communiste de Géorgie), Kazbek Taisaev, premier Secrétaire adjoint du PCC-PCUS. Voici le texte de la résolution adoptée lors de la réunion.

RÉSOLUTION DU CONSEIL DE L'UNION DES PARTIS COMMUNISTES - PCUS

Aujourd'hui le soi-disant « nouvel ordre mondial », mis en place par les États-Unis et ses complices, intégrés, depuis les années 90 dans le bloc belliciste de l'OTAN, devient une dictature terroriste ouverte des milieux plus réactionnaires de l'oligarchie capitaliste et du néo-fascisme.

L'humanité doit payer avec notre sang un prix terrible pour satisfaire l'avidité et l'accumulation des magnats financiers aux États-Unis et en Europe occidentale, avec des centaines de milliers de morts et de personnes handicapées et d'interminables souffrances pour la population, en Yougoslavie et en Afghanistan, en Irak et en Libye, Syrie et Ukraine.

Le Fascisme libéral couvre leurs crimes abominables grâce aux médias internationaux, comme d'habitude, en proclamant leur démagogie sur la démocratie et des droits de l'homme, la tolérance et la priorité des valeurs « humanitaires ».

L'objectif des nouveaux « maîtres du monde » est de briser les volontés et de détruire les pays qui sont encore capables de résister à sa dictature. Pour obtenir la désintégration finale des républiques de l'ex-Union soviétique, leur destruction et leur mise en esclavage, ainsi que l'isolement international et la dissolution subséquente de la Fédération de Russie, l'United States secret service a lancé un coup d'état en Ukraine, abouti en février 2014. Avec l'aide de ses sbires nazis il a divisé le pays, il le plonge dans une atmosphère de peur et d'intoxication chauvine, causant la tragédie du « Odessa Khatyn » et délibérément il déclenche une guerre fratricide à grande échelle dans les régions de l'est et le sud de l'Ukraine.

L'objectif principal du harcèlement et de la violence [en Ukraine] est le Parti Communiste. Ils ont brûlé les bâtiments de son Comité Central, ainsi que ses branches régionales, plusieurs monuments à Lénine furent détruites d'une manière barbare, une foule en colère a lynché le leader régional communiste de Lviv, Rostislav Vasilko, il a été présenté [devant la Rada] un projet de loi visant à interdire les symboles du Parti Communiste d'Ukraine et soviétique. Tous ces faits prouvent que le néo-fascisme prenait des formes extrêmes et fratricide. Tout ce qui se passe est un retour aux pratiques des bourreaux d'Hitler [qu'ils étaient ceux pratiqué par Stefan Bandera et son armée].

Nous, les représentants des 17 frères partis communistes de l'ex-URSS, nous voulons rappeler aujourd'hui aux chefs de partis de gauche des pays membres de l'OTAN des résultats de la conspiration de Munich et de ses conséquences. Nous les appelons pour arrêter immédiatement les lois qui punissent ceux qui résistent au fascisme ressuscité.

Nous lançons un appel à la paix dans le monde au Conseil (Conseil mondial de la paix), à la Fédération mondiale des syndicats, aux femmes démocratique de la Fédération internationale, la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, la Fédération internationale des résistants - Association des antifascistes, l'Association internationale des juristes démocrates, aussi bien qu'à tous les antifascistes, les mouvements de libération nationale, gauche, socialiste, démocrates et autres gens des forces progressistes pour arrêter cette nouvelle attaque de la peste brune, c'est le présage d'une catastrophe de guerre plus grande échelle.

Nous devons rejeter, dans un Front Uni, l'expansion de l'OTAN et arrêter la brutale intervention occidentale dans les affaires intérieures de l'Ukraine et d'autres pays, aussi bien quant à la fin des tentatives inconstitutionnelles d'interdire l'activité du parti communiste d'Ukraine. En ce sens, nous avons lancé une campagne de solidarité internationale sous le slogan "non à la guerre et le fascisme en Ukraine".

Tous les crimes du fascisme contre le peuple ukrainien et des autres peuples du monde sont seulement une preuve de l'incapacité de la réaction impérialiste à répondre aux lois de l'histoire. Les États-Unis sont en train de creuser leur propre tombe avec leur agression mondiale contre l'humanité. Ils piétinent tous les principes et les normes juridiques du droit international, semant le chaos dans tous les coins de la planète, aux États-Unis. Il se creuse un gouffre militaire, politique et économique. C'est pourquoi nous pensons que le modèle impérialiste traverse une phase terrible et est voué à une mort inévitable.

[Le Conseil de l'Union des partis communistes] est en faveur d'un vaste mouvement d'unification de tous les peuples de l'ancienne Union, sans exception. Les parties de l'Union des communistes sont déterminés à repousser toute action d'affaiblir la solidarité internationale, afin de susciter des désaccords dans notre domaine, pour répandre le sectarisme et l'exclusivité nationale. Nous ne laisserons pas seuls nos collègues qui sont dans les prisons et qui sont poursuivis. **NOTRE FORCE EST DANS L'UNITÉ ! LE FASCISME NE PASSERA PAS !**

La Fête de l'Humanité 2014, c'est parti !



Rendez-vous le 12, 13, 14 septembre 2014 au Parc départemental Georges Valbon à la Courneuve. Avec Bernard Lavilliers, Massive Attack, Scorpions, IAM, Alfa Blondy, Temples, les Ogres de Barback, Ayo, Puggy... Un lieu unique de fête, de musique, de culture, de politique, de convivialité et de rencontres... venez à la Fête de l'Humanité vivre des moments inoubliables.

Achetez déjà vos billets : > [BILLETTERIE](#) <

<https://fetehumanite2.fnacspectacles.com/recherche/rechercheRapide.do?search=fete+de+%27humanite>

Suivez l'actualité de la Fête sur la page Facebook

<https://www.facebook.com/FetedelHumanite>

**L'Humanité et l'Humanité
Dimanche sont en grand danger.**



Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=humanite>

PÉTITION

Pour une protection internationale du peuple Palestinien

Assez de massacres ! Assez de violences et de haines !

Nous appelons le gouvernement français et les autorités européennes à prendre des initiatives à la hauteur du drame qui se noue et pour obtenir un cessez le feu immédiat. Que les armes se taisent et que l'on prenne le chemin du dialogue, de la diplomatie et de la politique ! La base de celui-ci est le droit international, la fin du blocus de Gaza, l'arrêt de la colonisation, la fin de l'occupation et la libération des prisonniers politiques palestiniens. C'est la condition de la paix et de la sécurité pour les peuples israéliens et palestiniens.

Ensemble, nous demandons que le peuple palestinien soit placé sous protection internationale et que la France et l'Union Européenne proposent d'urgence une aide humanitaire, médicale et sanitaire pour les victimes en commençant par les enfants.

Je demande que le peuple palestinien soit placé sous protection internationale. Je signe la pétition.

NOM PRÉNOM	EMAIL	SIGNATURE